

5 Mai 1938

SOCIÉTÉ NATIONALE
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
DIRECTION GÉNÉRALE

17 MAI 1938

Exemplaire 1
D 115124 / 1 3

Monsieur le Directeur Général,

La Région du Sud-Ouest s'est basée sur la lettre dont ci-joint copie pour justifier son tête-à-tête avec la Présidence de la République concernant le prochain voyage de M. LEHRUN à AGEN.

Cette note ne dispense nullement la Région de tenir la Direction Générale au courant, mais il faut néanmoins reconnaître qu'elle est de nature à faciliter des interprétations restrictives et que pour ce motif il y aurait probablement avantage à la compléter.

D'une manière plus générale la question ne paraît se poser de savoir s'il ne conviendrait pas de vous adresser copie d'ordres de cette nature qui en fait constituent des principes de gestion.

Votre respectueux et dévoué,
Le Secrétaire
de la Direction Générale,

André Roussin

COPIE

25 MARS 1938

1

N. 11512 1/1

Le Chef du Service Central du Mouvement,
à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de
la Région du Sud-Ouest,
1, Place Valhubert à PARIS

Vous avez dû être saisi d'un projet de voyage de Monsieur
le Président de la République à AGNE, NERAC et MUREN, le 15
Mai prochain.

Vous pourrez régler directement l'organisation de ce
voyage, à la condition de ne tenir au courant des dispositions
arrêtées. Il pourra en être de même chaque fois qu'il
s'agira d'un voyage présidentiel s'effectuant exclusivement sur
votre Région.

Lorsqu'il s'agira d'un voyage intéressant plusieurs Ré-
gions, le Service Central du Mouvement indiquera les grandes
lignes de l'organisation qui sera assurée ensuite par les
Régions intéressées chacune pour ce qui la concerne, la Ré-
gion de départ intervenant toutefois pour coordonner les ques-
tions d'exécution communes.

Je mets copie de la présente note à vos collègues des
autres Régions.

L'Ingénieur en Chef,
Chef du Service Central du Mouvement,

Signé: Gourant

SAM 14 MAI 38

Copie pour Monsieur le Secrétaire de la Direction Générale
88, rue Saint-Lazare - PARIS,
Comme suite à sa note du 5 mai 1938 à Monsieur le
Directeur Général.

pour

Le Directeur	
Service du Service Central du Mouvement,	
RECEVU LE 14 MAI 1938	
DIRECTION GENERALE	
17 MAI 1938	
Doc. N°	Pièce N°
D115121/1	4

13 MAI 1938

libre

11-12-11

Guennet

Le Directeur du Service Central du Mouvement,
à Monsieur le Directeur de l'Exploitation,
des 5 Régions.

Par note du 25 mars 1938, adressée à la Région du Sud-Ouest
et dont copie vous a été remise, il a été indiqué que, dans le
cas d'un Voyage Présidentiel s'effectuant sur une seule Région,
il appartient à celle-ci de régler directement l'organisation du
voyage, étant entendu que le Service Central du Mouvement est
tenu au courant des dispositions arrêtées.

Je tiens à préciser, dans le cas particulier, que la Ré-
gion intéressée ne doit pas attendre que l'étude soit entière-
ment terminée pour renseigner le Service Central du Mouvement,
mais au contraire nous tenir au courant dès le début et ne pas
manquer de nous faire part des modifications successives qui
peuvent être apportées au programme (horaire, composition, etc).

Il convient, en effet, pour des déplacements de ce genre,
que Monsieur le Président du Conseil d'Administration et Monsieur
le Directeur Général qui, en principe, accompagneront le voyage
présidentiel, soient renseignés à l'origine et au fur et à mesure
des retouches que la Région peut être conduite à effectuer au
programme initial.

Copie à Monsieur le Secrétaire
de la Direction Générale.

.....

Je vous serais obligé de vouloir bien donner les
instructions utiles dans ce sens.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,

Signé : Coursat

PARIS, le 23 Septembre 1938

D 11510/1

Mon Cher Camarade,

Afin d'éviter entre les Régions des divergences d'application, je vous adresse, ci-joint, 3 tableaux indiquant les règles à suivre pour les voyages de personnalités.

Le tableau N° 1 a trait aux voyages de personnalités étrangères ; le tableau N° 2 à ceux des personnalités françaises ; quant au tableau N° 3, il indique les conditions dans lesquelles doit se faire la facturation des frais de voyages de personnalités lorsque le règlement de ces frais ne doit s'effectuer qu'après exécution du voyage.

Je vous serais obligé de bien vouloir donner les instructions pour appliquer, dès à présent, les dispositions des dits tableaux auxquelles il ne pourra être dérogé exceptionnellement que sur autorisation spéciale du Secrétariat Général lequel m'en référera. En outre, je vous autorise à maintenir, à titre transitoire, les cas spéciaux non prévus aux tableaux de fourniture exceptionnelle d'un salon ou de réservation d'un compartiment, pour tenir compte des précédents que vous avez indiqués comme existants sur votre Région. Ces dérogations ne sont valables que pour les bénéficiaires actuels, étant bien entendu qu'elles doivent disparaître par extinction, sauf à me soumettre, le cas échéant, le cas du remplaçant de ces bénéficiaires dans leur poste.

En ce qui concerne les prix indiqués, pour la facturation des prestations spéciales, ils seront revus, le cas échéant, pour tenir compte des conditions économiques.

J'adresse la même lettre à MM.

Votre dévoué Camarade,

Le Directeur Général,

Signé : L. HENNERAIS

Je n'ai pas besoin de souligner le caractère personnel et confidentiel de ces tableaux dont vous ne ferez connaître que les extraits indispensables aux fonctionnaires chargés de leur exécution.

MM. RENARD - CAMBURNIAC - LINGUET - JOURDAIN - EPINAY

AVISER : SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER	
DIRECTION GÉNÉRALE	
29 SEP 1938	
Dossier D 11510/1	P.C.

TABLEAU N° 3

Facturation des frais de voyage de personnalités
lorsque le règlement de ces frais ne doit
s'effectuer qu'après exécution du voyage.

Le Service saisi de la demande de transport doit faire connaître à l'Administration intéressée ou à l'organisateur du voyage les frais qui seront à facturer ultérieurement (à moins bien entendu qu'il s'agisse d'une prestation assurée gratuitement en vertu des règles qui précèdent ou d'un ordre spécial émanant de la Direction Générale); il doit, notamment s'il s'agit d'un train spécial, exiger l'acceptation formelle du paiement des frais.

La Division régionale du Mouvement intéressée ou, si le voyage s'effectue sur plusieurs Régions, chacune des Divisions régionales du Mouvement, avise la section centrale (Etudes) de la Subdivision Centrale de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes en lui indiquant les parcours (simple ou aller et retour) effectués, l'itinéraire suivi, la base de la tarification à appliquer suivant les données des tableaux 1 ou 2 et l'Administration à laquelle la facture doit être présentée.

La Division du Mouvement de la Région origine précise en même temps l'itinéraire d'ensemble chaque fois qu'il lui aura été annoncé, de manière à faciliter la centralisation des frais de transport à facturer.

Annexe spécial 11 - Comptabilité - Généralités de l'itinéraire

(1939 - 1941)

Organisation des voyages de personnels
pendant la 2^{de} guerre

D I V E R S

- 1°) Négociations engagées avec les départements ministériels à propos de la délivrance des bons de transport.
- 2°) Arrêté relatif aux transports sur les lignes de la S.N.C.F.
 - a) des militaires ou marins voyageant en unités constituées, accompagnées ou non d'animaux ou de matériel.
 - b) du matériel et denrées, animaux de boucherie, approvisionnements et marchandises de toute nature, effectués par trains spéciaux.
- 3°) Uniformisation des règles de pavoisement.
- 4°) Voyages du Chef de l'Etat.
- 5°) Déplacements du Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre et des hautes personnalités militaires.
- 6°) Restrictions de places offertes dans les trains de voyageurs.
- 7°) Utilisation en commun des voitures-salons et des voitures de service du parc des Régions pour les voyages de personnalités ou les tournées de service.
- 8°) Consignes de discrétion.
- 9°) Comptes-rendus de voyages.
- 10°) Avis à donner, au Secrétaire d'Etat aux Communications, de l'horaire des voyages des personnalités officielles françaises.
- 11°) Comptes-rendus faits à M.le Directeur Général à l'occasion des voyages de personnalités officielles françaises.
- 12°) W-L Hôtels stationnés à Lyon-Perrache.

1^o Négociations engagées avec les départements ministériels
à propos de la délivrance de bons de transport.

16 Octobre 1939.

360/6

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'article 17 du décret du 28 Novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 Juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre, les Services des divers Ministères sont habilités à délivrer des bons de transport gratuit aux personnes requises par leurs soins. L'article 22 du dit décret précise ensuite que les frais de transport sont à la charge de l'autorité requérante qui doit en rembourser le montant aux Services de transports publics.

Des difficultés s'étant produites récemment pour l'acceptation de transports de l'espèce, en raison du fait qu'aucun accord n'était intervenu pour leur règlement entre les Ministères intéressés et la Société Nationale des Chemins de fer, j'ai l'honneur de vous faire connaître que nous n'aurions pas d'objection à l'acceptation des transports remis sur présentation de bons établis par vos Services, à la condition que votre Administration accepte de nous en régler le montant sur la base des tarifs commerciaux, étant entendu, par ailleurs, que les règlements seront effectués dans les deux mois qui

.....

Monsieur Alphonse RIO, Ministre de la Marine Marchande,
3, Place de Fontenoy - PARIS VIII^e.

suivront la présentation des titres de créance, à défaut de quoi, ainsi qu'il est prévu dans les traités ou conventions intéressant les Administrations Publiques, il nous sera versé des intérêts moratoires calculés au taux d'escompte de la Banque de France, majorés de 1% et courant à partir de l'expiration du délai de deux mois sus-visé.

Si vous voulez bien nous donner votre accord sur ces conditions de règlement, nous prescrirons à nos gares d'accepter tous les transports qui pourraient nous être remis par votre Administration sur présentation du modèle de bon prévu au décret du 22 Novembre 1938.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,
GUINARD.

Lettre identique expédiée le même jour à :

M. Marc RUCART, Ministre de la Santé Publique
M. BESSE, Ministre des Anciens Combattants et Pensionnés
M. BANDEL, Ministre des Colonies
M. DAUDET, Ministre de l'Armement
M. GENTIN, Ministre du Commerce
M. BONNET, Ministre de la Justice
M. DALADIER, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères
M. Camille CHAUTENPS, Vice-Président du Conseil
M. Georges PENNOT, Ministre du Blocus.

DECISION DE LA CONFERENCE DU DIRECTEUR GENERAL

du 25 Octobre 1939

D 115120/4 - 11

285° - Déplacements de Personnalités Militaires.

Le Service C étudiera le prix à la voiture qui serait à appliquer à l'occasion des déplacements de certaines personnalités militaires.

M. BOYAU

M. GOURBAT

Compte rendu d'exécution :

P/00 V/8
Le 14. Cal. M. de la Service Commercial
sont d'accord pour appliquer aux voitures
spéciales SNCF mises à la disposition de certaines
personnalités militaires, à l'occasion de leurs déplacements,
la taxe forfaitaire de 7.20 par voiture kilomètre
pour le transport de motifs constitués, par l'unité
le 24 janvier 1939.

Des instructions dans ce sens sont adressées aux Régions

Signé: Boyau

2^e) Arrêté relatif aux transports, sur les lignes de la S.N.C.F.

a) des militaires ou marins voyageant en unités constituées accompagnées ou non d'animaux ou de matériel.

b) du matériel, denrées, animaux de boucherie, approvisionnements & marchandises de toute nature, effectués par trains spéciaux.

Ministère
des Travaux Publics
et des Transports.

A R R E T E

relatif aux transports, sur les lignes de la
Société Nationale des Chemins de fer Français :

1^{re}) des militaires ou marins voyageant en
unités constituées accompagnées ou non d'animaux
ou de matériel;

2^e) du matériel, denrées, animaux de bou-
cherie, approvisionnements et marchandises de
toute nature, effectués par trains spéciaux.

Le Président du Conseil, Ministre de la Dé-
fense Nationale et de la Guerre et des Affaires
Etrangères, les Ministres de la Marine, de l'Air,
des Finances et des Travaux Publics :

Vu le décret-loi du 31 Août 1937 et la Con-
vention y annexée relatifs à la réorganisation du
régime des chemins de fer;

Vu le décret du 31 Décembre 1937, approuvant
le Cahier des Charges des lignes exploitées par la
Société Nationale des Chemins de fer Français et
notamment les articles 22 et 26 de ce Cahier des
Charges;

Vu l'arrêté du 24 Janvier 1939, relatif à
l'exécution et à la taxation des transports de mili-
taires ou marins voyageant en unités constituées,
accompagnées ou non d'animaux ou de matériel;

Vu l'arrêté du 24 Août 1939, portant réquisi-
tion des ressources des Compagnies de chemins de fer
pour les besoins militaires;

Vu l'arrêté du 26 Août 1939, relatif au rè-
glement des transports militaires en cas de réquisi-
tion totale des chemins de fer.

A R R E T E N T :

Article 1er - Militaires ou marins voyageant
en unités constituées accompagnées ou non d'animaux
ou de matériel -

.....

Transports par trains spéciaux.

Les dispositions de l'article 3, paragraphe 2^a - Taxation des transports - de l'arrêté du 24 Janvier 1939, relatif à l'exécution et à la taxation des transports de militaires ou marins voyageant en unités constituées, accompagnés ou non d'animaux ou de matériel, sont remplacées par les suivantes :

Pour l'exécution des transports par trains spéciaux militaires, l'Administration Militaire acquittera la taxe indiquée ci-après :

- 54 Frs par train composé de 10 véhicules(1) ou payant pour ce nombre et par kilomètre, taxe augmentée de 3,60 par kilomètre et par véhicule, en sus de 10 (1) avec maximum de 120 Frs par train et par kilomètre.

Le nombre de véhicules pouvant entrer dans la composition d'un train spécial militaire ne devra pas dépasser le nombre autorisé par les règlements du chemin de fer pour les trains du régime commercial.

En outre, lorsqu'un train spécial militaire devra être scindé sur une partie du parcours pour lui permettre l'emprunt des lignes à profil accidenté, chacune des parties de trains sera, pour ce parcours, taxée aux prix prévus ci-dessus réduits de 10 %.

Les transports d'unités constituées en auto-rail font l'objet de dispositions spéciales.

Article 2 - Matériel, denrées, animaux de boucherie, approvisionnements et marchandises de toute nature, à la charge des Départements de la Guerre, de l'Air et de la Marine.

Transports par trains spéciaux.

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 3^a - Transports par trains spéciaux - de l'arrêté du 26 Août 1933, relatif au règlement des transports militaires en cas de réquisition totale des chemins

.....

(1) Les véhicules à boggies comptent pour deux véhicules.

de fer, sont remplacées par les suivantes :

L'Autorité Militaire expéditrice peut, sur sa demande, obtenir la mise en marche de trains spéciaux.

La composition de ces trains spéciaux, ainsi que les conditions du trajet (horaires, escales, etc...) sont arrêtées de concert entre l'Autorité Militaire et la Société Nationale des Chemins de fer Français en observant les règles de sécurité qui régissent l'exploitation des chemins de fer.

Pour l'exécution de ces transports par trains spéciaux, l'Administration Militaire acquitte les taxes indiquées ci-après :

a) Trains spéciaux à grande vitesse :

54 Frs par train composé de 10 véhicules(1) ou payant pour ce nombre et par kilomètre, taxe augmentée de 3f.60 par kilomètre et par véhicule, en sus de 10 (1), avec maximum de 120 Frs par train et par kilomètre.

b) Trains spéciaux à petite vitesse :

48 Frs. par train de 10 véhicules (1) ou payant pour ce nombre et par kilomètre, taxe augmentée de 3f.25 par kilomètre et par véhicule en sus de 10 (1), avec maximum de 108 Frs par train et par kilomètre.

Les prix indiqués ci-dessus sont réduits de 40 % lorsque, à la demande de l'Administration Militaire, le train spécial circule à vide.

Le nombre de véhicules pouvant entrer dans la composition d'un train spécial ne doit pas dépasser le nombre autorisé par les règlements des chemins de fer pour les trains du régime commercial.

Si le matériel mis à la disposition de l'Autorité pour un transport par train spécial n'est pas utilisé dans le délai de 24 heures, à compter de l'heure fixée pour le départ ou de l'heure de

.....

(1) Les véhicules à boggies comptent pour deux véhicules.

mise à disposition effective du matériel - si celle-ci est postérieure à la première - l'Administration Militaire acquitte des frais de stationnement calculés à raison de :

20 Frs par véhicule (1) et par jour indivisible, non compris le jour de mise à disposition du matériel.

Si le transport demandé par train spécial est rapporté, la Société Nationale des Chemins de fer français est rémunérée des frais de rassemblement du matériel par une allocation de 50 Frs. par véhicule (1).

Les conditions d'application des tarifs commerciaux demeurent applicables aux transports par trains spéciaux, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions particulières du présent arrêté, notamment en ce qui concerne les frais accessoires (désinfection, location des appareils de levage, etc...).

Les prix précédemment indiqués comprennent toutefois le droit d'enregistrement.

Article 3 - Dispositions diverses -

a) Règlement.

Le règlement des créances à la Société Nationale des Chemins de fer français résultant de l'application des dispositions ci-dessus a lieu dans les conditions prévues par l'article 3 - Règlement des transports - de l'arrêté du 26 Août 1939, relatif au règlement des transports militaires en cas de réquisition totale des chemins de fer.

b) Modification éventuelle des prix.

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, les prix forfaitaires indiqués au présent arrêté seront modifiés à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

.....

(1) Les véhicules à boggies comptent pour deux véhicules.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation appréciable du taux moyen des prix de transport de marchandises analogue à celle qu'aurait provoquée une modification générale des prix ~~des~~ des tarifs marchandises.

Ces modifications feront l'objet d'arrêtés approuvés par les Ministres intéressés.

c) Durée d'application.

Le présent arrêté qui sera notifié à qui de droit prendra effet à partir du 1er Septembre 1939 et restera en vigueur pendant toute la durée de la réquisition des ressources des Compagnies de chemins de fer pour les besoins militaires prescrits par l'Arrêté du 24 Août 1939.

Article 4 - Dans un délai de trois mois à compter de la publication du présent arrêté, un arrêté codifiera l'ensemble des dispositions concernant le règlement des transports militaires en cas de réquisition totale des chemins de fer.

Fait à PARIS, le 29 Novembre 1939.

Le Président du Conseil,
Ministre de la Défense Nationale, de la Guerre et
des Affaires Etrangères,
Pour le Ministre et par délégation :
Le Sous-Secrétaire d'Etat,

signé : H. DUCOS

Le Ministre de la Marine,
signé : CAMPINCHI.

Le Ministre de l'Air,
signé : G. LA CHAMBRE.

Le Ministre des Finances,
signé : Paul REYNAUD.

Le Ministre des Travaux Publics,
signé : A. de MONZIE.

ARRÊTÉ DU 27 SEPTEMBRE 1939

de MM. les Ministres des Travaux Publics et des Finances, relatif
à l'exécution et à la taxation des transports par autorail
spécial de militaires ou marins **voyageant en unités
constituées.**

ARRÊTÉ

Le Ministre des Travaux Publics et le Ministre des Finances ;

Vu le décret-loi du 31 août 1937 et la Convention y annexée, relative à la réorganisation du régime des Chemins de fer ;

Vu le décret du 31 décembre 1937, approuvant le Cahier des Charges de la Société Nationale des Chemins de fer Français et notamment les articles 22 et 26 de ce Cahier des Charges ;

Vu l'arrêté du 24 janvier 1939 relatif au transport des militaires ou marins voyageant en unités constituées et notamment les articles 1^{er} et 3 (§ 2^o) de cet arrêté ;

Vu l'avis de la Commission Spéciale prévue par l'article 26 du Cahier des Charges de la Société Nationale des Chemins de fer Français,

ARRÊTENT :

Article 1^{er}. — Les transports en autorail spécial des militaires ou marins voyageant en unités constituées s'effectuent sur demande expresse de l'Autorité Militaire dans les conditions suivantes :

a) Mise en mouvement.

La mise en mouvement d'un autorail spécial pour l'usage exclusif d'une unité constituée fait l'objet d'une entente préalable entre l'Autorité Militaire et la Société Nationale des Chemins de fer Français.

La Société Nationale n'est pas tenue de mettre en marche un autorail si elle ne dispose pas, dans ses réserves, du matériel nécessaire.

Sauf cas exceptionnels, les unités constituées ne sont admises que dans les autorails de 3^e classe.

En cas d'urgence et en vue de nécessité d'ordre public, l'Autorité Militaire peut obtenir que la circulation des autorails spéciaux ait lieu exceptionnellement en dehors des heures de service sur les sections de lignes où la circulation est normalement interrompue la nuit.

La Société Nationale prend alors les dispositions nécessaires pour assurer à ces circulations spéciales les garanties de sécurité indispensables.

Préalablement à la commande formulée d'un autorail, la Société Nationale des Chemins de fer Français indique le coût total du déplacement, calculé d'après les bases indiquées ci-après.

Dans cette évaluation, il est tenu compte de la rémunération du parcours à vide effectué pour mettre le véhicule à la disposition de l'unité constituée et, éventuellement, le ramener à son point de départ.

Les conditions du trajet (horaire, escales, etc...) sont arrêtées de concert entre l'Autorité Militaire et la Société Nationale des Chemins de fer Français ou observant les règles de sécurité qui régissent l'exploitation des chemins de fer.

b) Taxation des transports.

Pour l'exécution des transports par autorail spécial, l'Administration Militaire acquitte, par autorail et par kilomètre, les taxes indiquées ci-après :

TYPE D'AUTORAIL UTILISÉ	PARCOURS à charge	PARCOURS à vide
Autopneus Michelin, Type 56 places Autorail Renault A.R. J Autorail de Dietrich 320 CV	9 »	8 »
Autorail Bugatti 400 CV Autorail Renault doubles A. R. V. Autorail Standard (1)	12 60	11 40
Autorail Franco-Belge T. A. B.	18 40	16 60

(1) La taxe est majorée de 33 1/4 en cas d'adjonction d'un voyageur.

La taxe du parcours à vide est calculée en considérant éventuellement le trajet affecté aux unités depuis le point de départ jusqu'au point où il est mis à la disposition de l'unité constituée et, en outre, le trajet de retour qui comprend, s'il y a lieu, le parcours effectué depuis le point terminus du transport jusqu'au point d'origine du premier parcours à vide (centre d'attache où se trouvait l'autorail avant d'être mis à la disposition de l'unité constituée).

Les prix fixés ci-dessus couvrent les frais de transport des bagages que l'autorail utilise et susceptibles de recevoir, étant entendu que ces bagages ne doivent pas donner lieu à enregistrement et qu'ils seront considérés comme des bagages à main.

Article 2. Dispositions générales. — Les transports effectués aux conditions du présent arrêté seront soumis aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 24 janvier 1939, en ce qui concerne l'exécution des transports, la modification éventuelle des prix, le règlement des transports et la responsabilité de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

Article 3. Date d'application. — Le présent arrêté, qui sera notifié à qui de droit, entrera en application le 1^{er} octobre 1939.

Fait à Paris, le 27 septembre 1939.

Le Ministre des Travaux Publics, Le Ministre des Finances,
A. de MONZIE Paul REYNAUD.

ARRÊTÉ DU 24 JANVIER 1939

de MM. les Ministres des Travaux Publics et des Finances,
relatif à l'exécution et à la taxation des transports de
militaires ou marins voyageant en unités constituées,
accompagnés ou non d'animaux ou de matériel.

ARRÊTÉ

Le Ministre des Travaux Publics et le Ministre des Finances ;
 Vu le décret-loi du 31 août 1937 et la Convention y annexée relative à la réorganisation du régime des Chemins de Fer ;
 Vu le décret du 31 décembre 1937 approuvant le Cahier des Charges de la Société Nationale des Chemins de Fer Français et notamment les articles 22 et 26 de ce Cahier des Charges ;
 Vu l'avis de la Commission Spéciale prévue par l'article 26 du Cahier des Charges précité ;

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER.

Les transports de militaires ou marins voyageant en unités constituées (1), accompagnés ou non d'unités ou de matériel sont exécutés :
 — soit par les trains ordinaires de l'exploitation (2) ;
 — soit par des trains spéciaux militaires.

ART. 2.

Transports par les trains ordinaires de l'exploitation

Les unités constituées, dont le transport est assuré par les trains ordinaires de l'exploitation, sont soumises au régime de taxation ci après :

a) Personnel.

Il est fait application, sans considération du nombre de voyageurs, des prix suivants :

— Par compartiment	1 fr. 40 par km.,
sans que le prix total payé pour plusieurs compartiments d'une même voiture puisse excéder	7 fr. 20 par km.
— Par voiture ou véhicule	7 fr. 20 par km.

(1) Pour l'application du présent arrêté, on entend par unités constituées la formation de manœuvre : section, peloton, compagnie, escadron, batterie, groupe, bataillon, régiment, etc., qui se déplace avec son moyen d'action sous la conduite de ses cadres.

Le détachement est le groupe formé par la réunion de plusieurs militaires appartenant à la même unité ou à des unités différentes et commandée par un ou plusieurs grades spécialement désignés.

(2) A l'exclusion, en principe, des autorails.

Les compartiments, voitures ou véhicules doivent, en principe, être demandés au moins 24 heures à l'avance.

b) *Animaux inscrits sur les contrôles de l'Armée.*

0 fr. 60 par tête et par kilomètre, avec maximum de 3 fr. 60 par wagon utilisé et par kilomètre.

L'autorité militaire peut demander l'affectation exclusive de wagons du type habituellement utilisé pour le transport des animaux, moyennant la perception, quel que soit le nombre d'animaux chargés, de la taxe de 3 fr. 60 par wagon et par kilomètre.

c) *Matériel et approvisionnement de toute nature appartenant à l'unité et transportés sur wagons de la Société Nationale des Chemins de Fer.*

2 francs par tonne et par kilomètre, avec maximum de 10 francs par wagon utilisé et par kilomètre, un wagon à bogies étant compté pour deux wagons dans le calcul de ce maximum.

La taxe des matériels est calculée sur le poids réel arrondi aux dix kilogrammes supérieurs.

Pour les chargements comprenant des masses indivisibles de plus de 20 tonnes et nécessitant l'utilisation de wagons d'un type spécial, le maximum de taxe est porté à 30 francs par wagon et par kilomètre.

d) *Matériel roulant sur rails.*

La taxe est calculée sur le poids réel, réduit de 3 t. 5 par essieu, à raison de 2 fr. 25 par tonne et par kilomètre, avec minimum de 1 fr. 50 par unité et par kilomètre.

En outre, lorsque le matériel roulant transporté doit, pour l'exécution des règles de sécurité de l'exploitation, être isolé par un ou plusieurs wagons à l'intérieur de la rame dont il fait partie, ces wagons sont taxés, quel que soit leur type, à raison de 4 fr. 80 par wagon et par kilomètre parcouru.

La totalité de la taxe perçue pour le transport d'une unité constituée voyageant par un même train ne sera pas supérieure à celle qui résulterait de l'application des dispositions de l'article 3 ci-après (transports par trains spéciaux militaires).

ART. 3.

Transports par trains spéciaux militaires

1° *Formation des trains.*

Les trains spéciaux militaires sont formés à la demande de l'autorité militaire. Leur composition et les conditions du trajet (horaires, escales, etc...) sont arrêtées de concert entre l'autorité militaire et la Société Nationale des Chemins de Fer Français, en observant les règles de sécurité qui régissent l'exploitation des Chemins de Fer.

En cas d'urgence et en vue de nécessité d'ordre public, l'autorité militaire peut obtenir que la circulation des trains spéciaux militaires ait lieu exceptionnellement en dehors des heures de service sur les sections de ligne où cette circulation est normalement interrompue la nuit. La Société Nationale des Chemins de Fer Français prend les dispositions nécessaires pour assurer à la circulation de ces trains les garanties de sécurité indispensables.

L'autorité militaire peut aussi, après accord avec la Société Nationale des Chemins de Fer Français, utiliser, pour la circulation de ces trains, les raccordements militaires qui ne sont pas normalement en exploitation. Dans ces deux cas, la Société Nationale des Chemins de Fer Français est indemnisée, comme l'indique l'alinéa 3 ci-après, des dépenses supplémentaires qui en résultent.

2° *Taxation des transports.*

Pour l'exécution des transports par trains spéciaux militaires, l'Administration militaire acquittera la taxe indiquée ci-après :

45 francs par train composé de dix véhicules (1) ou payant pour ce nombre et par kilomètre, taxe augmentée de 3 francs par kilomètre et par véhicule en sus de dix (1), avec maximum de 100 francs par train et par kilomètre.

Le nombre de véhicules pouvant entrer dans la composition d'un train spécial militaire ne devra pas dépasser le nombre autorisé par les règlements du Chemin de Fer pour les trains du régime commercial.

En outre, lorsqu'un train spécial militaire devra être scindé sur une partie du parcours pour lui permettre l'emprunt des lignes à profil accidenté, chacune des parties de trains sera, pour ce parcours, taxée aux prix prévus ci-dessus réduits de 10 %.

Les transports d'unités constituées en avant-train l'objet de dispositions spéciales.

3° *Taxes supplémentaires sur les sections fermées la nuit, sur les raccordements militaires non exploités normalement et sur les sections comportant double traction.*

Lorsque, dans les conditions prévues à l'alinéa 1°, un train spécial militaire emprunte de nuit une section de ligne où la circulation est interrompue la nuit, les dépenses afférentes à cette circulation extraordinaire sont remboursées à la Société Nationale des Chemins de Fer Français par une taxe supplémentaire de 15 francs par kilomètre de parcours effectué sur cette section pendant l'interruption du service normal. Lorsque, dans les mêmes conditions, un train spécial militaire emprunte un raccordement militaire non exploité normalement, l'Administration militaire rembourse à la Société Nationale des Chemins de Fer Français, sur justifications fournies par elle, les dépenses effectuées pour mettre temporairement en service ce raccordement.

Lorsqu'un train spécial militaire circule sur une section de ligne où, en exploitation normale, les trains de même tonnage que le train spécial militaire comportent l'emploi de la double traction, la Société Nationale des Chemins de Fer Français est indemnisée des frais supplémentaires de traction sur cette section de ligne par une taxe supplémentaire de 20 frs par kilomètre de parcours effectué en double traction.

4° *Stationnement et déplacement de matériel.*

Si le matériel mis à la disposition de l'autorité militaire pour un transport par train spécial militaire n'est pas utilisé dans le délai de 24 heures à compter de l'heure fixée pour le départ ou de l'heure de mise à disposition effective du matériel — si celui-ci se trouvait être postérieur à la première — l'Administration militaire acquitte les frais de stationnement calculés à raison de :

— 30 fr. 00 par journée indivisible de fourgon ou de wagon à marchandises.	non compris le jour de mise à disposition du matériel voyageurs.
— 95 fr. 00 par journée indivisible de voiture à voyageurs.	

(1) Les véhicules à bogies comptent pour deux véhicules.

Si le transport commandé n'a pas lieu, la Société Nationale des Chemins de Fer Français est remboursée des frais de rassemblement et de déplacement du matériel par une allocation de 75 francs par véhicule.

Lorsque, sur l'ordre de l'autorité militaire, un train spécial militaire est formé dans une gare, puis dirigé à vide sur une autre gare pour y prendre charge, ce transport donne lieu à l'allocation d'une taxe de 1 fr. 30 par véhicule et par kilomètre, un véhicule à bogies étant compté pour deux véhicules.

Les dispositions du présent article sont également applicables aux trains spéciaux qui pourraient être demandés par l'autorité militaire pour les transports importants d'éléments ne voyageant pas en unités constituées, dont les frais sont supportés par l'Etat.

ART. 4.

Dispositions générales applicables aux transports effectués par trains ordinaires de l'exploitation et par trains spéciaux militaires

1^{re} Exécution des transports.

Les transports régis par la présente réglementation sont constitués par un bon de chemin de fer et par un billet collectif.

Ces deux pièces délivrées, la première par l'autorité militaire à la gare de départ et la deuxième par la gare de départ à l'autorité militaire, forment le contrat de transport.

2^{de} Modification éventuelle des prix.

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général (dans les prix des billets simples des voyageurs ordinaires de 3^e classe pour ce qui concerne les taxes visées sous a) de l'article 2 ci-dessus : transport du personnel par les trains ordinaires de l'exploitation), les taxes indiquées au présent article seront, sauf en ce qui concerne les taxes applicables au matériel et aux approvisionnements prévus au paragraphe c) de l'article 2 ci-dessus, qui pourront faire l'objet d'une révision spéciale, modifiées à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs. Ces modifications feront l'objet d'arrêtés approuvés par les Ministres des Travaux Publics et des Finances.

3^{de} Droit d'enregistrement. — Frais accessoires. — Dispositions particulières.

Les taxes indiquées aux articles 2 et 3 comprennent le droit d'enregistrement, et, le cas échéant, les frais de manutention.

Toutefois, en ce qui concerne le transport d'animaux, l'Administration militaire acquittera, pour la désinfection des wagons, les taxes qui sont prévues à ce titre par le tarif à vitesse unique pour le transport des animaux vivants (1).

Pour les transports de matériel par wagon, ainsi que pour le transport d'animaux, les opérations de chargement au départ et de déchargement à l'arrivée sont effectuées par les soins de l'Administration militaire.

L'Administration militaire peut obtenir des gares expéditrices ou destinataires, le cas échéant, la mise à disposition des appareils de levage dont le public peut faire usage en vertu des tarifs homologués, et moyennant le paiement des taxes prévues par ces tarifs.

(1) Les taxes en question figurent actuellement aux Tarifs généraux pour le transport des marchandises.

4^{de} Règlement des transports.

Le règlement des transports a lieu postérieurement à leur exécution et par les soins exclusifs des Services Financiers de la Société Nationale des Chemins de Fer et de l'Administration militaire intéressée.

Pour l'exécution de ce règlement, les titres de créance, signés des bons de chemin de fer, doivent être produits au plus tard dans les délais stipulés ci-après, comptés du dernier jour du mois pendant lequel les transports ont été exécutés :

- 3 mois pour les transports exécutés pendant les mois de janvier à août inclusivement;
- 2 mois pour les transports exécutés en septembre et en octobre;
- 45 jours pour les transports exécutés pendant le mois de novembre;
- 40 jours pour les transports exécutés en décembre.

Sur le vu de ces pièces et dans les dix jours de leur remise, l'Administration militaire ordonnance un acompte de 5/6^e du montant des factures supérieures à 10.000 francs. Le paiement du solde doit intervenir, en principe, dans les deux mois du dépôt des titres de créance.

Après un délai de trois mois à compter de ce dépôt, tout retard dans le paiement imputable à l'Etat, donnera lieu au versement, à la Société Nationale des Chemins de Fer Français, d'intérêts moratoires calculés au taux d'escompte de la Banque de France majoré de 1 % et courant à partir de l'expiration du délai de trois mois sus-visé.

Les factures et relevés présentés plus de 8 mois après le dernier jour du mois pendant lequel les transports auront été effectués ne donneront droit, en aucun cas, et même s'il s'agit de pièces justificatives remplacées par des duplicata, au paiement des intérêts prévus ci-dessus.

Il est produit par les Services Financiers de la Société Nationale des Chemins de Fer Français une facture pour chaque division budgétaire.

5^{de} Archives au matériel de la Société Nationale des Chemins de Fer Français.

Il est fait en gare de départ et en gare de destination une vérification contradictoire entre le Commandant d'unité et le Chef de gare (ou leurs délégués), de l'état du matériel mis à la disposition de l'Autorité militaire. Cette vérification servira de base à toute demande d'indemnité qui pourrait être présentée par la Société Nationale des Chemins de Fer Français pour les dommages causés à son matériel, à l'occasion du transport, par le fait ou la faute de l'Autorité militaire.

6^{de} Responsabilité.

La responsabilité de la Société Nationale des Chemins de Fer Français est régie par les règles du droit commun.

ART. 5.

Le présent arrêté, qui sera notifié à qui de droit, prendra effet du 1^{er} janvier 1938.

Fait à Paris, le 24 janvier 1939.

Le Ministre des Travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le Ministre des Finances,
PAUL REYNAUD.

3°) Uniformisation des règles de pavoisement -

S.N.C.F.

Région du SUD-EST

EXPLOITATION

Division du Mouvement
7^e Section

Paris, le - 6 JUIL 1939

Monsieur le Secrétaire
de la Direction Générale.

S. N. C. F.	
Région du Sud-Est	
Division Exploitation	
11 JUIL 1939	
D 11510 / 1	Page 8 ^e

A la suite de la réunion du 7 courant, relative aux voyages officiels, il a été décidé que chaque Région vous ferait connaître, en ce qui la concerne, par qui sont effectués les aménagements et décorations des gares et salons de réception, lors des voyages présidentiels ou de hautes personnalités.

Sur le Sud-Est, tous les travaux de décoration (plantes vertes, tapis, tentures, etc...) ainsi que les aménagements sont exécutés par le Service de la Voie.

En ce qui concerne Paris, dès que nous sommes informés du départ ou de l'arrivée d'une personnalité pour laquelle il y a lieu de prévoir une décoration de la gare, le chef de district spécialisé est avisé. Il se procure, au besoin par location, les drapeaux qui pourraient lui faire défaut. Cet Agent est chargé en outre de la décoration du Salon d'honneur.

En Province, la décoration spéciale d'une gare n'est faite qu'à l'occasion d'un voyage officiel nécessitant une réunion préliminaire sur place. Le Chef de Section de la Voie y est convoqué. Celui-ci, compte tenu des différents mouvements prévus dans l'établissement et arrêtés à cette réunion, se procure le matériel nécessaire à la décoration. Déjà en contact avec certains fournisseurs par son emploi il est bien placé pour mettre ceux-ci en compétition et obtenir des prix intéressants. D'autre part, dans

M. Darnat. Guerville

la majeure partie des cas, un tel voyage nécessite le nettoyage de la gare ou de sa façade. Le Chef de Section qui a assisté à la réunion a reçu tous les renseignements qui pouvaient lui être utiles et il peut prendre ses dispositions pour harmoniser la décoration avec les peintures qu'il se propose de faire effectuer.

Le Chef de Section,

Hardy

EXPLOITATION COMMUNE DES RÉSEAUX D'ORLÉANS ET DU MIDI

DIRECTION GÉNÉRALE

ORDRE DE DIRECTION N° 34

DÉCORATION ET ILLUMINATION DES BATIMENTS
A L'OCCASION DE FÊTES
OU DE CÉRÉMONIES OFFICIELLES

ARTICLE PREMIER.

On distingue les décorations ordinaires et les décorations exceptionnelles.

Caractère général
des décorations.

Les décorations ordinaires sont celles auxquelles il est procédé à l'occasion de fêtes ou cérémonies publiques; elles consistent en pavoisements et illuminations de certains bâtiments du Réseau (Services centraux et régionaux, Gares, Agences, Bureaux de Ville).

Les décorations exceptionnelles sont décidées à l'occasion de voyages, réceptions de dignitaires et autres cérémonies particulièrement importantes; elles comprennent, outre des pavoisements et illuminations, l'aménagement de salles de réception et dispositions accessoires. Certaines réceptions peuvent, d'ailleurs, ne comporter que des aménagements intérieurs.

ARTICLE 2.

Les décorations ordinaires sont réalisées par les soins des Chefs de gare. Exceptionnellement et si besoin est, ceux-ci peuvent demander le concours des Agents locaux du Service de la Voie et des Travaux.

Aménagement des
décorations
ordinaires.

Les Gares sont approvisionnées, par les soins du Service de l'Exploitation, de drapeaux, pavillons, verres, etc., en quantité suffisante, déterminée suivant l'importance de chaque Gare.

Pour les fêtes nationales et pour les fêtes locales ou les cérémonies à l'occasion desquelles les édifices publics de la localité sont illuminés, les Chefs de gare hissent les grands drapeaux et illuminent le soir, sauf instruction spéciale, la façade de la cour d'entrée du public. Si les édifices publics ne doivent pas être illuminés, les Gares ou autres bâtiments du Réseau sont simplement pavoisés.

Les verres d'illuminations peuvent être placés sur les appuis des fenêtres, sur les parties en saillie horizontale (si elles ont la largeur

— 2 —

suffisante) des moulures, cordons, corniches, entablements, etc. Ils ne doivent jamais être posés sur les toitures ou les montres inclinées ou trop étroites ni sur les rebords de chéneaux ou bandes de rive.

Si les travaux de décoration et d'illumination obligent à circuler sur la toiture des bâtiments, des planches sont placées bout à bout sur la toiture, de façon à former sentier et à éviter les dégradations.

ARTICLE 3.

Illumination au gaz ou à l'électricité. — Certaines Gares sont munies de dispositifs spéciaux pour illuminations au gaz ou à l'électricité.

Pour les illuminations au gaz ou à l'électricité, le Service de la Voie et des Travaux doit procéder chaque fois à une visite préalable des installations et donner toutes indications utiles aux Chefs de gare.

ARTICLE 4.

Dans le cas d'illumination, toutes précautions doivent être prises en vue d'éviter les dangers d'incendie et de combattre efficacement un incendie éventuel; à cet effet, le Chef de gare s'assure que tous les appareils à utiliser en cas de sinistre (pompes, extincteurs) sont en place et en état de fonctionner.

Précautions contre l'incendie.

ARTICLE 5.

L'installation des décorations exceptionnelles — qui, ainsi qu'il est dit à l'article 1^{er}, comprennent soit des décorations ou illuminations extérieures et des aménagements intérieurs, soit seulement ces derniers — est réalisée par les soins du Service de la Voie et des Travaux, qui, en règle générale, utilise à cet effet le matériel des Ateliers entreposés à la Gare de Bordeaux-Saint-Jean. Il peut également faire appel à certains entrepreneurs ou fournisseurs spécialisés, notamment pour les Gares de la partie nord du Réseau, ainsi que dans le cas de grandes solennités demandant des installations spéciales.

Lorsqu'un diambire de l'Etat, ou une autre personnalité, doit être reçu à l'une des Gares du Réseau, le Chef du Service de la Voie et des Travaux doit être avisé d'avance par son Service local, lui-même informé par le Service local de l'Exploitation. Si les organisateurs de la cérémonie ont adressé une demande écrite au Service local de la Voie et des Travaux, cette demande est transmise au Chef du Service de la Voie et des Travaux. Si la demande a été présentée au Service de l'Exploitation, elle est communiquée d'urgence au Service de la Voie et des Travaux.

Trois types de décoration sont en usage. Ils sont décrits à l'annexe au présent Ordre de Direction.

— 3 —

Le Chef du Service de la Voie et des Travaux indique, dans chaque cas, la classe de décoration à adopter et, s'il y a lieu, les installations spéciales à réaliser, en tenant compte des circonstances et des instructions de la Direction générale, qu'il lui appartiendra, au besoin, de provoquer.

ARTICLE 6.

Le présent Ordre de Direction abroge :

— l'Instruction 2688 (Exploitation) du Réseau d'Orléans;

— l'Ordre de Service Exploitation n° 47 (Série D. A.) du Réseau du Midi.

Paris, le 6 Février 1935.

Le Directeur Général,
HENRY GIREARD.

Mesures d'ordre.

EXPLOITATION COMMUNE DES RÉSEAUX D'ORLÉANS ET DU MIDI

DIRECTION GÉNÉRALE

ANNEXE A L'ORDRE DE DIRECTION N° 34

TYPES DES DÉCORATIONS A EFFECTUER

Décoration n° 1. (Sans salon de réception.)

— Trophées de drapeaux avec écussons sur l'ensemble des façades du bâtiment, côté cour et côté voies.

— Trophées sur les parois intérieures de la salle traversée par le cortège.

— Tapis-passage sur les trottoirs intérieur et extérieur et dans la traversée de la salle. — Pour cette dernière, on recouvrirait entièrement le sol s'il n'était pas convenable (parquets défectueux, dallages, asphaltes, etc.).

— Tentures-portières doubles et plantes vertes aux portes d'entrée et de sortie de la salle.

Pour salon de réception, ajouter :

— Tapis sur toute la superficie de la salle.

— Plantes vertes à l'intérieur de la salle.

— Mobilier complet avec glace et corbeille de fleurs.

Décoration n° 2.

— Trophées de drapeaux sur les façades du bâtiment côté cour et côté voies, aux abords immédiats des portes d'entrée et de sortie.

— Quelques trophées à l'intérieur dans le local de passage.

— Tentures-portières simples aux portes d'entrée et de sortie.

— Tapis-passage à l'intérieur de la salle.

Pour le salon de réception, ajouter :

— Tapis sur toute la superficie de la salle.

— Mobilier comprenant seulement les sièges et, le cas échéant, la table.

Décoration n° 3.

Faisceau de drapeaux au-dessus de la porte d'entrée et, si possible, deux autres faisceaux à l'intérieur de la salle.

NOTA : I. — Pour certaines réceptions particulièrement solennelles, notamment lorsque les autorités locales exécutent des décorations importantes aux abords de la gare, on pourra compléter la décoration n° 1 par des oriflammes et banderoles fixées soit sur les bâtiments, soit sur des mâts vénitiens avec guirlandes de verdure.

II. — Quel que soit le type de la décoration, on mettra en place, sur la demande des autorités locales, les garnitures de plantes vertes qu'elles offriront.

4°) Voyages du Chef de l'Etat.

Le Baron Giorde

Direction Générale - 4 exemplaires.
M. Jean LEVY 1

12 décembre

40.

COMPTES RENDU N° 88

Aménagement du W.S. 35 -

M. BAILLIOT, Inspecteur divisionnaire du Matériel de la Région du Sud-Est, a soumis le projet d'aménagement du W.S. 35, dressé conformément aux désirs exprimés par le Cabinet du Chef de l'Etat.

M. WURSLIN, Commissaire divisionnaire, chargé de l'organisation des voyages officiels a fait connaître que le Maréchal n'ayant formulé aucune observation à la suite du déplacement de Marseille, on pouvait considérer que l'utilisation du P.R.1 donnait, pour le moment, toute satisfaction.

M. WURSLIN a simplement rappelé la modification du cartouche du P.R.1 (suppression du chiffre RF) dont il avait été question lors du dernier voyage.

Direction Générale - 4 exemplaires.
M. Jean LEVY - 1 " "

H. Daruys / J. Farelle

20 novembre

40.

COMPTE RENDU N° 82

I - Remis à la Direction Générale des Transports :

Le 19/XI, situation S.N.C.F. du 18/XI, 0 heure ;
statistique des wagons chargés du 4 au 10/XI,
(45ème semaine) ;

Le 20/XI, situation S.N.C.F. du 19/XI, 0 heure ;
état des recettes du 4 au 10/XI, (4ème semaine).

II - Voyage du Chef de l'Etat :

Les services de la Présidence m'ont fait connaître que les dispositions prises à l'occasion du voyage de Lyon donnaient toute satisfaction et qu'il n'était pas question, pour l'immédiate, de modifier en rien la composition du matériel.

Un prochain déplacement est envisagé dans un délai d'une quinzaine à destination de Marseille.

SIGNE : CARPENTIER

14 novembre

40.

COMPTE RENDU N° 80

I - Remis à la Direction Générale des Chemins de fer :

Etat des recettes du 28 octobre au 5 novembre 1940 (44ème semaine) ;

Statistique des wagons chargés du 28 octobre au 5 novembre 1940 (44ème semaine) ;

Situation Mouvement 0 heure du 14 novembre 1940 ;

Situation Mouvement 0 heure du 15 novembre 1940.

II - Voyage du Chef de l'Etat :

a) Par pli ci-joint, j'adresse le schéma de l'affectation des places, établi d'accord avec la Présidence, avec la variante du retour en ce qui concerne les représentants de la S.N.C.F. pour tenir compte de la présence de M. le Président FOURNIER et de M. LEClerc du SABLON.

b) Le plan de la table dans le wagon-restaurant n'a pu m'être communiqué, la Présidence désirant, pour tenir compte des désignations de dernière heure, ne l'établir qu'à Lyon, mais il est entendu que M. le Président FOURNIER prendra place à la table du Maréchal ainsi que M. BAUDOUIN, le 4ème convive (il s'agit de petites tables de 4) n'est pas encore désigné.

c) Tenue de ville ad libitum.

.....

- d) M. PEYROUTON ne prendra place dans le train, ni à l'aller, ni au retour.
- e) La Présidence nous a fait savoir officiellement qu'il y avait lieu, dans toutes les décorations à prévoir, de remplacer les modèles d'écussons actuellement en service par des écussons tricolores.
- f) Les coupe-files établis au nom de M. le Président FOURNIER et de M. LECHEC du SABLON leur seront remis à Lyon par les soins de M. VAGOGNE.
- g) Toutes les dispositions locales concernant :
- la remise du train au service de sécurité ;
- le débranchement du W.S.35 en vue de son adjonction au 1016 du 19 novembre ;
- la décoration du salon d'attente à l'arrivée et au retour ;
ont été prises d'accord avec M. SCHUTZ et l'arrondissement.
- h) M. JARLAND ne s'est présenté (ce soir 19 h.) ni à la liaison ni à la Présidence.

III - Révis par la Direction Générale des Transports :

Lettre du Ministre Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications relative aux demandes de libération et de mise en congé de captivité de prisonniers intéressant le fonctionnement de l'Etat et la reprise de l'activité nationale. (Renseignements à fournir avant le 20 novembre).

Signé: CARPENTIER

5^e) Déplacements du Ministre Secrétaire d'Etat
à la Guerre et de hautes personnalités militaires.

Copie pour Monsieur Parnis-Gravelle

27/11/40
D 149121/14

28 Novembre 1940.

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu nous faire part d'une demande de M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Guerre, qui désirerait disposer d'une voiture spéciale ou d'un autorail pour les déplacements d'études qu'il doit effectuer avec de hautes personnalités militaires.

Ainsi que nous l'avons toujours fait avant les hostilités, nous continuerons à mettre à la disposition de M. le Ministre de la Guerre, pour ses voyages officiels, une voiture-salon à incorporer dans la composition des différents trains utilisés; cette prestation est faite à titre gratuit.

Suivant le désir que vous avez bien voulu nous exprimer, la voiture-salon n° 37 sera remise à VICHY pour servir à la fois aux déplacements de M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Guerre, et de M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Marine, la prestation étant faite pour celui-ci à titre onéreux sur la base du prix de vingt billets de 1^{re} classe à plein tarif.

Lorsque, pour des motifs particuliers, les trains du service régulier ne pourraient convenir, un automil spécial serait mis en marche sur demande expresse; les frais de cette circulation seraient facturés au département de la Guerre.

Nous nous plaisons à croire que ces dispositions très libérales, qui ont toujours donné satisfaction dans le passé, recevront l'agrément de M. le Ministre, Secrétaire d'Etat à la Guerre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Directeur Général,

Signé : LE BESNERAIS.

Monsieur le Secrétaire d'Etat
aux Communications,
à VICHY (Allier)

NOTE : LE SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

S. N. C. F.

COPIE

PARIS, le 23 Novembre 1940.

Service Central du Mouvement

D.T. 504.0/10
1440 dMonsieur le Directeur du Service Central
du Mouvement.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Général HUNTZIGER, Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre a demandé au Ministre des Communications qu'un wagon-salon soit mis à sa disposition en permanence en gare de VICHY.

M. BERTHELOT estime que l'on pourrait mettre à la disposition du Ministre de la Guerre, le wagon-salon n° 37 actuellement utilisé par l'Amiral DARLAN, Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine. Ce wagon resterait en permanence en gare de VICHY et serait à la disposition à la fois du Général HUNTZIGER et de l'Amiral DARLAN.

Je vous serais obligé de me faire connaître votre avis sur cette proposition ainsi que les conditions auxquelles serait effectuée la mise à disposition de ce wagon.

Le Chef de la Délégation Technique,

Signé : ...

6^e) Restrictions de places offertes dans les
trains de voyageurs.

6 Février 1940

D 11510/4

Monsieur le Président,

La Société Nationale vient de prendre récemment, en accord avec M. le Ministre des Travaux Publics, de sévères dispositions tendant à réduire les parcours des trains de voyageurs et à limiter très étroitement le dédoublement de ceux-ci.

Parallèlement, la Société Nationale a recherché, en vue d'offrir le plus grand nombre possible de places dans les express et rapides maintenus en circulation, les mesures qu'il convient d'adopter pour obtenir, à tonnage égal, une capacité accrue des trains. A cet effet ont été exclues des compositions normales les voitures avec compartiments de "lits-salon" dont au surplus l'entretien était très coûteux ; le nombre des wagons-lits a été réduit, l'adjonction de voitures-lits supplémentaires étant interdite en principe.

Or, ces mesures resteraient partiellement inopérantes si nos Services devaient continuer à consentir des facilités qui accordées avant les hostilités alors qu'il n'en résultait aucune difficulté, ne pourraient être maintenues sans préjudice pour l'ensemble des voyageurs.

C'est ainsi que pour les déplacements de hautes personnalités militaires, la Société Nationale réservait, pour les trajets effectués de jour, des compartiments entiers de 1ère classe. Dans les circonstances présentes, les places qui resteraient ainsi inoccupées feraient défaut et il serait particulièrement inopportun de ne pas faire cesser l'application de telles dispositions.

En conséquence, les règles suivantes seront mises en vigueur dorénavant pour les déplacements de jour des hautes personnalités militaires à qui on accordait la tolérance, avant les hostilités d'occuper un compartiment entier de 1ère classe.

1°) Le train emprunté est utilisé au départ de la gare de formation.-

Il sera retenu jusqu'au moment du départ, un compartiment

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale
et de la Guerre,
(S/Couvert de M. le Lieutenant-Colonel,
Chef du 4^e Bureau de l'Etat-Major de l'Armée)

AVISE : SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

de 1ère classe, lequel après installation de la personnalité et des membres de sa suite, sera mis à la disposition des voyageurs ordinaires qui pourront y occuper les places laissées disponibles.

2°) Le train emprunté est utilisé seulement au départ d'une gare intermédiaire du parcours.-

Dans ce cas la gare de formation du train réservera, à la disposition de la gare intermédiaire, un nombre de places correspondant au nombre de voyageurs annoncés, les autres places du même compartiment restant disponibles pour les voyageurs ordinaires.

Ces dispositions paraissent répondre, Monsieur le Président, aux préoccupations que vous avez récemment exprimées touchant aux renoncements et aux sacrifices que doivent s'imposer les populations de l'intérieur et nous pensons que leur application pendant la durée des hostilités sera approuvée par les intéressés eux-mêmes et ne présentera par suite aucune difficulté.

J'ai l'honneur de vous renouveler, Monsieur le Président, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

(s) GUINARD

1^{er} Février 1940

D 11100/3

Mon Cher Directeur Général,

La S.N.C.F. vient de recevoir de M. le Ministre des Travaux Publics des directives particulièrement restrictives en ce qui concerne le trafic des trains de voyageurs. Il lui est notamment demandé d'éviter dans toute la mesure du possible les dédoublements de trains rapides et express. Or, il convient de noter, d'une façon générale, que les relations en question comportent fréquemment des voitures-lits et que l'augmentation du nombre de ces véhicules par rapport aux prévisions du Livret de Roulement constitue souvent l'un des éléments déterminants d'un dédoublement éventuel. Nous nous voyons donc dans l'obligation de porter à votre connaissance que nous n'accepterons plus désormais aucun dédoublement de voitures-lits et, d'une façon générale, aucune circulation supplémentaire de véhicule dont la mise en marche n'ait pas été prévue dans nos Livrets de composition. Nous n'ignorons pas que l'observation stricte de cette formule est de nature à soulever certaines difficultés, notamment du côté des personnalités civiles ou militaires qui empruntent, à titre payant, ou gracieux, les voitures de la C.I.W.L. en réservant leurs places, parfois tardivement, et nous avisons M. le Ministre des Travaux Publics de la décision que nous venons de porter à votre connaissance.

Par ailleurs, nous sommes bien d'accord pour l'application des mesures ci-après relatives à l'admission des voyageurs dans les wagons-lits circulant en service intérieur français, mesures auxquelles vous avez vous-même donné votre adhésion.

a) Toutes les places de wagons-lits seront considérées comme étant des places de 2^e classe, pour l'occupation desquelles le voyageur devra être muni, comme actuellement, d'un billet de chemin de fer de 2^e classe et acquitter le prix d'un supplément de 2^e classe.

b) Le Voyageur désirant occuper seul un compartiment devra être muni de deux billets de chemin de fer de 2^e classe et acquitter le prix de deux suppléments de 2^e classe.

c) Les porteurs de cartes de circulation ou de permis

Monsieur MARGOT-NOBLEMAIRE,
Directeur Général de la Compagnie
Internationale des Wagons-Lits,
40, rue de l'Arcade, PARIS.

temporaires délivrés par votre Compagnie n'auront droit à occuper qu'une seule place et non un compartiment entier, exception faite pour certaines hautes personnalités.

d) Les porteurs de cartes d'abonnement W.L. de 1^{ère} classe continueront à bénéficier des mêmes avantages qu'actuellement jusqu'à expiration de leur abonnement, lequel ne sera pas renouvelé pendant les hostilités.

Nous précisons que les mesures ci-dessus ne sont pas applicables aux wagons-lits circulant en régime international (Simplon-Orient-Express, trains des Compagnies Hollandaises LA HAYE - GENES, etc...).

Nous sollicitons du Ministre des Travaux Publics l'autorisation d'appliquer ces mesures le plus tôt possible.

Veillez agréer, Mon Cher Directeur Général, l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

Le Directeur Général,

Signé : LE RESNERAIS.

30 Janvier 1940

D 502.20

5424

Monsieur le Ministre,

La Société Nationale s'est vue dans l'obligation de réduire immédiatement après l'entrée en guerre, le parcours de ses trains de voyageurs ; elle vient de prendre, encore tout récemment, conformément à vos directives, des mesures de compression extrêmement sévères qui aboutissent en fait à l'interdiction du dédoublement des trains de voyageurs.

La Société Nationale a donc été conduite, à l'effet d'assurer le service dans des conditions satisfaisantes, à rechercher toutes les mesures permettant d'augmenter la capacité de ses trains.

L'une de ces mesures consiste à augmenter le nombre de places offertes par les voitures de wagons-lits.

Dans ce but, d'accord avec la Compagnie des Wagons-Lits, nous vous proposons de considérer tous les compartiments de wagons-lits comme étant de 2^{ème} classe.

Il ne resterait, comme compartiments de 1^{ère} classe, que quelques compartiments des services internationaux dans lesquels sont incorporées au surplus des voitures dont certains compartiments ne peuvent pas être équipés avec deux lits.

Sauf dans les cas indiqués plus haut, la vente des suppléments W.L. de 1^{ère} classe serait suspendue en France jusqu'à nouvel avis.

D'autre part, nous vous proposons, d'accord également avec la Compagnie des Wagons-Lits, de suspendre la délivrance des cartes d'abonnement prévues aux Sections II et III du Chapitre II des Dispositions Diverses Titre I. Les voyageurs titulaires actuellement de telles cartes auraient le choix entre un remboursement ou le bénéfice jusqu'à l'expiration de leur abonnement, mais celui-ci ne serait pas renouvelé pendant la durée des hostilités.

Nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à appliquer les mesures ci-dessus le plus tôt possible.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,
signé : GUINAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
244, Boulevard Saint-Germain,
PARIS

31 Janvier 1940

D 1510/4

Réclamation de places
couchées

Monsieur le Président,

La Société Nationale s'est vue dans l'obligation de réduire, immédiatement après l'entrée en guerre, le parcours de ses trains de voyageurs; elle vient de prendre, encore tout récemment, en accord avec M. le Ministre des Travaux Publics, des mesures de rationnement extrêmement sévères qui aboutissent en fait à l'interdiction presque totale du dédoublement des trains de voyageurs.

La Société Nationale a été conduite par ailleurs, à l'effet d'assurer le service dans des conditions satisfaisantes à rechercher toutes les dispositions permettant d'augmenter la capacité de ses trains. Forcée lui a été par suite de supprimer totalement les voitures "lits-salon" qui étaient d'un entretien coûteux et n'offraient, pour un tonnage élevé, qu'un nombre de places très limité, et partiellement, pour des considérations du même ordre, les voitures de 1^{ère} classe.

En conséquence des dispositions qui précèdent, la Société Nationale a été également contrainte à ne plus offrir à certaines Hautes Personnalités, tant civiles que militaires, effectuant des voyages de nuit, qu'une place de couchette-toilette, ou à défaut une place de couchette de 1^{ère} classe.

Or, le but auquel nous tendons, risque de ne pas être atteint si certaines Hautes Personnalités continuent à se réclamer des dispositions très libérales que nous pouvions appliquer avant la guerre; à titre d'exemple, je citerai le cas d'un officier général effectuant un déplacement de nuit qui, pour voyager seul dans son compartiment de couchette-toilette a exigé la mise à disposition, à titre gratuit, d'une troisième couchette pour son officier d'ordonnance, immobilisant ainsi une couchette qui aurait pu être utilisée par un autre usager.

Des prestations de ce genre risqueraient, si elles étaient maintenues, d'aller à l'encontre des mesures prises

Monsieur DALADIER,
Président du Conseil - Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre,
231, Boulevard Saint-Germain, PARIS

(aux bons soins de Monsieur le Lieutenant-Colonel, Chef du 4^{ème} Bureau)

qui tendent à réduire les parcours-trains et, par suite, à réaliser des économies de personnel, d'entretien et de charbon.

Je pense que vous croirez utile d'attirer l'attention des intéressés sur cette situation : informés des véritables motifs qui nous ont amenés à prendre les dispositions en cause, ils en reconnaîtront certainement le bien-fondé.

J'ai l'honneur, Monsieur le Président, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé : GUINAND

COPIE

1

II.510.0/1

30 JAN 1940	
D/11/10	/4
P/100 10	

30 JAN. 1940

M. le Directeur Général Adjoint,

Il était de règle, avant les événements de septembre dernier, de fournir à titre gratuit à certaines Hautes Personnalités (Anciens Présidents du Conseil, Anciens Ministres, Notabilités Industrielles.... etc....):

- un compartiment de 1^{re} classe le jour,
- un compartiment couchette-toilette ou un compartiment couchette de 1^{re} classe la nuit.

Cette politique, assez libérale, trouvait à l'époque sa justification dans le fait que la Société Nationale disposait, pour ses propres besoins, de la totalité de ses ressources en matériel roulant et pouvait, en cas de pointes de trafic, adapter son programme de trains à l'afflux escompté de voyageurs.

Il n'en est pas de même aujourd'hui; d'une part, un certain nombre de voitures à voyageurs de 1^{re} classe ont été absorbées pour les besoins propres de l'Autorité Militaire (trains sanitaires, par exemple), d'autre part, en raison d'un "rationnement" très strict des trains de voyageurs, il n'est plus possible d'adapter rigoureusement le programme des trains aux besoins du public.

Forcé...

Force est donc à la Société Nationale de rechercher tous les moyens susceptibles de réduire au minimum les immobilisations de compartiments dans les trains en circulation.

Compte tenu des considérations qui précèdent, je suis d'avis de réserver désormais dans des cas semblables:

- la jour, un compartiment de 1^{ère} classe jusqu'à installation (1);
- la nuit, une place de couchette-toilette ou une couchette de 1^{ère} classe.

Il a été procédé de cette façon, à l'occasion d'une demande de mise à disposition d'un compartiment de 1^{ère} classe au train 353 du 26/I/1940, entre Paris et Le Mans, présentée par M. CAILLAUX.

Je vous prie de me faire connaître si vous approuvez cette manière de faire.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,

Signé: Goursat

(1) - La réservation d'un compartiment jusqu'à installation permet de mettre à la disposition des voyageurs ordinaires les places restées libres après l'installation de la Personnalité pour laquelle le compartiment est réservé.

N O T E

L'impossibilité où nous sommes de dédoubler les trains et les consignes formelles qui proscrivent la mise à disposition par la S.N.C.F. de compartiments lits-salon, nous placent à chaque voyage de personnalités, devant un problème difficile étant donnée la fréquentation intense des wagons-lits.

Dans ces conditions, il semblerait opportun de laisser au Secrétariat de la Direction Générale une certaine latitude pour pallier aux difficultés qu'il rencontre pour donner satisfaction aux demandes qui lui sont adressées très souvent au dernier moment.

Cette latitude pourrait être :

1°) Autorisation d'aménager des lits avec draps dans les compartiments de 1^{ère} classe ordinaires ou compartiments couchettes que nous sommes tenus d'accorder à titre de prestation gratuite.

En supprimant les lits dans les voitures S.N.C.F., on a eu surtout en vue le retrait de la circulation des voitures-salon dont la charge correspond à un nombre d'occupants très restreint. Il semble donc que l'octroi de draps puisse être autorisé lorsque cette mesure n'a aucune conséquence dans la charge du train ou dans le nombre des places offertes.

2°) Autorisation de substituer à une voiture de 1^{ère} classe de la composition normale une voiture comportant un ou plusieurs compartiments lits-toilette lorsque la Région dispose dans son Parc de voitures de cette catégorie.

Là encore il ne s'agit que d'une substitution qui apporterait peu de changement au nombre de places offertes.

Ces mesures d'assouplissement tout en respectant autant que possible les consignes actuelles en ce qui concerne la réduction au maximum du poids mort des voitures apporteraient une solution à un grand nombre de problèmes que posent actuellement les voyages de personnalités.

Ces mesures seraient appliquées chaque fois en accord avec le Service M.

H. Darmon

26 Janvier 1940

D 11510/4

Monsieur le Ministre,

Pour répondre plus complètement aux directives d'économies de kilomètres-trains de voyageurs que vous nous avez adressées par votre note du 18 courant, nous croyons devoir soumettre à votre haute appréciation l'examen des faits suivants :

A) Service de la Compagnie des Wagons-Lits.-

Ainsi que vous le savez, le nombre des services de Wagons-Lits existant actuellement est beaucoup moindre que celui qui fonctionnait en temps de paix. C'est ainsi que, alors qu'il partait de PARIS dans toutes les directions, chaque jour, 58 voitures "Lits" et 15 voitures "Pullman", il n'y a plus en circulation, à la date du 1er Janvier 1940 que 16 voitures "Lits" et aucune voiture "Pullman".

Par contre, le nombre de faveurs de circulation qui sont demandées à la Compagnie des Wagons-Lits se maintient très élevé.

La S.N.C.F. ne disposant plus que d'un nombre restreint de relations rapides et express et dans chacune de ces relations que d'une marge réduite de forçements, n'accepte plus que très rarement de dédoublement des voitures "Lits" existantes.

Cette situation met la Compagnie des Wagons-Lits et la S.N.C.F. dans l'embarras lorsque pour un voyage décidé tardivement il ne peut être donné satisfaction à des demandes de places de W.L. - ce qui est fréquent - émanant de bénéficiaires de faveurs.

Il est indispensable, à notre avis, de porter remède à cette situation et nous vous demandons, Monsieur le Ministre, l'appui de votre haute autorité pour y parvenir.

Voici les solutions que nous préconisons :

- 1°) les demandes de faveurs de circulation de wagons-lits en provenance des Administrations Publiques

Monsieur le Ministre
des Travaux Publics
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports,
PARIS

AVISE : SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

(Ministères, etc) devraient toutes passer par votre intermédiaire et être soigneusement criblées, de manière à ne laisser subsister que celles qui ont un intérêt véritable à être satisfaites;

2°) il devrait être entendu que, sauf le cas de très hautes personnalités, on n'accorderait plus de "singles" aux porteurs de faveurs de circulation des Wagons-Lits ; ces derniers seront donc mis généralement à deux par compartiment ;

3°) les demandes de faveurs de circulation ou de réservation de places dans les Wagons-Lits qui seraient présentées moins de 3 jours à l'avance ne seraient satisfaites que dans la limite du possible ; dans le cas où toutes les places seraient réservées par d'autres voyageurs, il n'y serait pas donné suite.

B) Services S.N.C.F.

Il est également fréquent que des personnalités civiles et militaires fassent toujours tardivement d'ailleurs des demandes de réservation de lits-salon, lits-toilette ou couchettes.

Nos trains ne comportant plus aucune place lits-salon et lits-toilette, il n'est donné aucune suite aux demandes de la sorte. Mais il est fréquent qu'on demande à la S.N.C.F. en compensation, la réservation d'un compartiment complet (2 ou 4 places suivant le cas) de couchettes. Il en résulte une perte de places et une gêne pour les autres voyageurs.

[Nous vous proposons d'admettre que, sauf le cas de hautes personnalités, il ne sera plus réservé dans le cas indiqué qu'une seule place de couchettes.

Ces demandes, Monsieur le Ministre, que vous estimerez certainement raisonnables sont indispensables pour réprimer les abus qui se produisent actuellement, alors que les moyens de la S.N.C.F. sont réduits et nous vous demandons, en voulant bien les approuver, de les porter à la connaissance de toutes les Administrations intéressées.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon profond respect.

Le Président
du Conseil d'Administration,

(s) GUINAND

23 Janvier 1940

Mon Cher Ami,

J'ai reparlé au Directeur Général des déplacements du Ministre de l'Armement et de la facturation à votre Département Ministériel des places occupées par les collaborateurs de M. DAUTRY non munis de cartes de circulation.

M. LE BESNERAIS serait d'accord, pour éviter les difficultés de contrôle, pour la procédure que j'avais suggérée, c'est-à-dire établissement avant le voyage d'une liste en double exemplaire des participants avec indication de ceux qui sont titulaires de cartes de circulation et de ceux pour lesquels il y a lieu à taxation.

Les deux exemplaires seraient adressés à la S.N.C.F. : l'un serait visé et servirait en somme de titre de circulation, l'autre serait conservé par nous en vue de procéder à la taxation.

Vous seriez tout à fait aimable de me donner votre accord sur cette formule.

Amicalement,

Monsieur ANTONINI -

SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

PARIS, le 4 Janvier 1940
8, rue de Londres (9^e)1^{ère} Division

M N° 11.512.2/13

Monsieur le Directeur Général,

"Monsieur FILIPPI,
m'en parler.
(s) LE BESNERAIS".

Conformément à l'accord verbal qui a été conclu entre la S.N.C.F. et le Cabinet de M. le Ministre de l'Armement, il y a lieu, en cas de fourniture d'une voiture spéciale pour les déplacements de M. le Ministre de l'Armement, de facturer au Département considéré les seules places occupées par les collaborateurs de M. DAUTRY, non munis de cartes de circulation.

Cette disposition est, dans la pratique, d'application délicate ; en effet, le personnel des gares ou, le cas échéant, celui qui accompagne la voiture spéciale, et il s'agit alors d'un simple surveillant, éprouve parfois des hésitations à demander aux occupants de la voiture spéciale leur qualité et leurs titres de parcours ; les agents craignent, en effet, d'importuner les Hautes Personnalités en déplacement et ils ne se croient fondés à intervenir que sur la demande directe de ces Hautes Personnalités ; à titre d'exemple, il ne nous a pas encore été possible d'obtenir de la Région Sud-Est, pour le voyage effectué par M. le Ministre de l'Armement à NIMES et à AVIGNON, du 8 au 10 Décembre dernier, la nature des titres de parcours dont pouvaient être munis les Personnalités ou Collaborateurs l'ayant accompagné.

Par ailleurs, le fait que les seules places occupées par les Collaborateurs de M. le Ministre de l'Armement non munis de cartes de circulation donnent lieu à paiement, peut conduire dans certains cas à effectuer à titre absolument gratuit la prestation d'une voiture spéciale.

Vous estimerez peut-être, dans ces conditions, qu'il serait préférable de nous en tenir à la règle appliquée avant la mobilisation générale de facturation de 20 billets de 1^{ère} Cl. à plein tarif, dans le cas d'utilisation de voitures spéciales S.N.C.F.

Cette règle peut d'ailleurs se prêter à tous assouplissements que vous jugeriez utile d'apporter dans certains cas particuliers (réduction pouvant aller jusqu'à 50 % de la facturation).

J'aimerais mieux pour la règle de 20 billets et abattre de 50 %.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,
signé : COURSAT.

D 940-11

1ère

N° 11.730.0/2

20 Décembre 1939

M. le Lieutenant-Colonel,
 Chef du 4ème Bureau de l'E.M.A.

Un certain nombre de Hautes Personnalités, tant Militaires que Civiles, sont actuellement en possession de cartes spéciales les autorisant à occuper, dans la limite des places disponibles et sans avoir à payer de supplément, une place de "lits-salon".

Pour les Hautes Personnalités Militaires la tolérance s'était même établie de donner un compartiment lits-salon ou lits-toilette au lieu d'une place, la 2ème place étant souvent occupée par un officier d'ordonnance sans autorisation de place de lits-salon.

Dès avant les hostilités, la politique de la S.N.C.F. s'était orientée vers une réduction des places de l'espèce; les voitures "lits-salon" sont, en effet, d'un entretien coûteux et elles n'offrent, pour un tonnage élevé, qu'un nombre de places très limité.

Les sujétions occasionnées par l'utilisation des voitures "lits-salon" n'auraient pas manqué de s'accroître dans la période de guerre; nous avons été, en effet, conduits à réduire sensiblement, par souci d'économies, le parcours de nos trains de voyageurs, nous avons dû corrélativement à cette mesure et à l'effet d'assurer le service dans des conditions satisfaisantes, rechercher toutes les dispositions permettant d'augmenter la capacité de nos trains; force nous a été, par suite, de supprimer partiellement les voitures de 1ère classe et totalement les voitures "lits-salon".

Il ne peut plus être question, dans ces conditions, d'assurer, à la demande, à un titulaire d'une carte de l'espèce, une place de "lits-salon"; cette mesure conduirait, soit à ajouter une voiture supplémentaire d'un tonnage élevé et augmenter ainsi la charge des trains dans des conditions telles que nous risquerions généralement des dédoublements très onéreux, soit à réduire, si nous procédions par substitution de voitures, la capacité de nos trains, alors qu'ils ne suffisent pas aux besoins actuels.

Il a toujours été entendu, d'ailleurs, que les voyageurs titulaires de cartes de "lits-salon" ne peuvent exiger des places de l'espèce qu'autant que le train qu'ils veulent emprunter en comporte; la carte elle-même mentionne que le

AVIS : SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT

Service Central
du Mouvement

PARIS, le 16 Décembre 1939
8, rue de Londres (9^{ème})

1^{ère} Division

M N° 11.730.0/2

Monsieur le Directeur Général,

Ainsi que vous le savez, un certain nombre de Hautes Personnalités, tant civiles que militaires, reçoivent de la S.N.C.F. des cartes spéciales, les autorisant à occuper, dans la limite des places disponibles, une place de lits-salon ou une place de luxe.

Or, dès avant les hostilités, la politique de la S.N.C.F. s'était orientée vers une réduction des places de l'espèce ; les voitures "lits-salon" sont, en effet, d'un entretien coûteux et elles n'offrent, pour un tonnage élevé, qu'un nombre de places limité.

Les sujétions occasionnées par l'utilisation des voitures "lits-salon" n'auraient pas manqué de s'accroître dans la période de guerre ; nous avons été, en effet, conduits à réduire sensiblement, par souci d'économies, le parcours de nos trains de voyageurs ; nous avons dû, corrélativement à cette mesure, et à l'effet d'assurer le service dans des conditions satisfaisantes, rechercher toutes les dispositions permettant d'augmenter la capacité de nos trains ; force a été par suite de supprimer partiellement les voitures de 1^{ère} classe et totalelement les voitures "lits-salon" ou

"Monsieur GOURSAT lits-toilettes.

D'accord".

"Signé :
LE BESNERAIS"

"Je dirais :...
(une place couchée
(avec ou sans
draps) dans les
voitures etc... à
l'exclusion des
W.L. et ce sera
valable la paix
revenue".

Il convient, dans ces conditions, à l'occasion du renouvellement des cartes au 1^{er} Janvier 1940, de supprimer les mentions "Place de lits-salon" ou "Place de lits-toilette" ou "Place de luxe" qui figurent sur les cartes spéciales en cause et de les remplacer par une mention unique "M... est autorisé à occuper, dans la limite des places disponibles, et sans avoir à payer de supplément, une place couchée de n'importe quelle catégorie existant dans les voitures S.N.C.F. du train "emprunté".

Je sou mets à votre signature une lettre à M. le Lieutenant-Colonel PAQUIN, Commissaire Militaire, pour l'aviser de la nouvelle situation.

"Signé : BERTHELOT"

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,

Signé : GOURSAT.

VOYAGES DE HAUTES PERSONNALITÉS CIVILES

-:-:-:-:-

A l'occasion du voyage de M. Guy LACHAMBRE de Paris à Toulouse, se pose la question des voyages des hautes personnalités du monde politique (Ministres et leurs Collaborateurs).

Dans les circonstances actuelles, nous ne pouvons faire les mêmes facilités que nous offrions en temps de paix. Or, on nous demande davantage en ce sens que le nombre des Collaborateurs qui accompagnent les Ministres est toujours beaucoup plus élevé qu'en temps de Paix (il est fréquent d'avoir 5, 6 Collaborateurs); d'autre part, les voyages sont toujours commandés à l'improviste avec un délai extrêmement bref, le jour même ou le lendemain.

Dans ces conditions, il est absolument impossible, en raison de l'état de fréquentation de nos trains, en particulier des trains de nuit et des places couchées, de donner satisfaction aux demandes présentées.

Nous nous arrangeons pour le mieux, en gênant, dans la plupart des cas, d'autres voyageurs que l'on déplace, etc...

Les Cabinets des Ministres manifestent parfois leur mécontentement de telles solutions. Ils voudraient voir, en général, le voyage effectué par des voitures supplémentaires (lits ou salons) à ajouter aux trains empruntés. En raison de la charge de nos trains, cette mesure provoquerait 8 fois sur 10 le dédoublement du train.

.....

Nous pensons qu'il est indispensable que le Ministre des Travaux Publics soit mis au courant de ces difficultés et qu'il veuille bien signer à l'adresse des autres Ministres une lettre leur exposant les difficultés de la S.N.C.F. et l'impossibilité dans laquelle elle se trouve de donner satisfaction à toutes leurs demandes. Elle agira toujours pour le mieux et cela doit suffire.

7°) Utilisation en commun des voitures-salons
et des voitures de service du parc des Régions pour
les voyages de personnalités ou les tournées de service.

S.N.C.F.

Service Central du
Mouvement

3 Juin 1941

1^e DivisionM. le Directeur de l'Exploitation
de la Région (toutes)

M. 11.410.1/2

Suite à ma lettre M. 11.410.1/2 du 6 Janvier 1939,
relative à l'utilisation en commun des voitures-salon et des
voitures de service du parc des Régions, pour les voyages de
personnalités ou les tournées de service.

Je vous adresse ci-joint, pour être substituées à celles
qui ont fait l'objet de ma transmission M 11.410.1/2 du
17 mars dernier, **deux** annexes A et B mises à jour pour tenir
compte des modifications survenues depuis cette date.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement



VOITURES-SALON UTILISEES POUR LES VOYAGES DE PERSONNALITES

ANNEXE A

-1-1-1-1-1-1-1-1-1-1-

Désignation des voitures-salon	Régime Séan- tes	Dispositions intérieures	Système de chauffa- ge	Caractéristiques spéciales	Affecta- tion	Possibilités de circulation sur l'ensemble des Régions						OBSERVATIONS
						E	N	O	S.O	S.E	Restrictions	
Soyfi n° 10 (ex. L2g2SF1/2yfi n°1)	Nord	1 salon 4 lits 4 canapés-lits	vapeur			X	X	X(1)	X	X		
Soyfi n°11 (ex. A31gSoyfi n°2)	d°	1 salon 4 lits	d°			X	X	X(1)	X	X	(1) -- Ligne Nantes-Charbourg - Tours de Bréval (Km. 67,980 Voies 1 & 2) ralentissement à 60 Km	
Soyfi n°12 (ex. A31gSoyfi n°3)	d°	1 salon 3 lits	d°			X	X	X(1)	X	X		N O T A Les voitures-salon sont peintes en bleu-foncé, sauf les: Soyfi 80 } S.O Soyfi 91 } S.O Soyfi 90 } S.E reprises à l'arrê- xe B
Soyfi n°13 (ex. A2L2g2dyfi n°27)	d°	5 lits	d°			X	X	X(1)	X	X	(2) -- sans entre Paris-Austerlitz et Paris- Orsay.	
Soyfi n°14 (ex. A2L2g2dyfi n°28)	d°	5 lits	d°			X	X	X(1)	X	X		
Soyfi n°20 (ex. L5Soyfi n°11)	Ouest	1 salon 4 canapés-lits 4 couchettes	vapeur	Ces 2 voitures sont en cure munies du chauff- fage autonome et de la conduite blanche élec- trique à 1500 volts		X	X	X	X	X		
Soyfi n°21 (ex. L5Soyfi n°12)	d°	1 salon 1 lit 2 canapés-lits 4 couchettes	d°			X	X	X	X	X		
Soyfi n°50 (ex. Soyfi n°16)	S.O.	10 lits	vapeur	chauffage électrique à 1.500 volts					X			
Soyfi n°51 (ex. salon AB n°6)	d°	1 lit 5 canapés-lits 2 couchettes	d°	Cette voiture est en cure munie du chauffa- ge autonome et de la conduite blanche élec- trique à 1500v. (3)		X	X		X(2)	X		(3) en cours d'ac- quipement.

NOTA
Les voitures-salon
sont peintes en
bleu-fermé, sauf
les Soyfi 80) S.O.
Soyfi 91) S.O.
Soyfi 90) S.E.
reprises à l'arra-
xe B

Voir suite au verso

Désignation des voitures-salon	Régions garanties	Dispositions intérieures	Système de chauffage.	Caractéristiques spéciales	Affectation	Possibilités de circulation sur l'ensemble des Régions						OBSERVATIONS
						E	N	O	SC	SS	Restrictions	
Smyfi n°35 (ex. salon n°10)	S.E.	1 salon-3 lits 3 campés-lits 1 fauteuil-lit	vapeur	Sub 3 voitures sont en outre munies du chauffage autonome et de la conduite blanche électrique à 1.500 volts.	Voyages de nuit	X	X	X	X	X	(1)- Ligne Nantes-Charbourg : tunnel de Bréval (Km67,980-Voies 1 et 2) ralentissement à 60 Km/h.	NOTA Les voitures-salon sont peintes en bleu-foncé, sauf les : Smyfi 80 } S.O. Smyfi 91 } S.O. Smyfi 90 } S.E. reprises à l'Annexe 3
Smyfi n°36 (ex. salon n°11)	d°	1 salon-4 lits 5 campés-lits 1 fauteuil-lit	d°			X	X	X	X	X	(2)- Ligne Paris-Le Havre : tunnel de Pavilly (Km160,441 - Voie 1) ralentissement à 60 Km/h.	
Smyfi n°37 (ex. salon n°12)	d°	1 salon-4 lits 5 campés-lits 1 fauteuil-lit	d°			X	X	X(2)(3)	X	X	(3)- Ligne Paris-Caen : Tunnel de Mavanne (Km109,431 - Voie 1), ralentissement à 60Km/h.	
Smyfi n°38 (ex. L256yfi n°29)	d°	4 lits 6 campés-lits	d°			X	X	X	X	X	(4)- Gare de Paris-Invalides : Interdiction de circuler sur voie 9	
Smyfi n°39-40 (ex. L256yfi n°30-31)	d°	4 lits 6 campés-lits	d°	Cette voiture est en outre munie du chauffage autonome et de la conduite blanche électrique à 1500v.		X	X	X(1)(4)(5)	X	X	(5)- Ligne Paris - Le Havre : Tunnel de Pavilly (Km 160,523 voie 1) ralentissement à 60km/h	
Smyfi n°41 (ex. salon n°7)	d°	3 lits 3 campés-lits 2 couchettes	d°			X	X	X	X	X	(6)- sauf entre Paris-Austerlitz et Paris-Orsay.	(7) dont 2 couchettes pour le service
Smyfi n°42 (ex. salon n°8)	d°	1 salon-4 lits 4 campés-lits 1 fauteuil-lit	d°	Ces 2 voitures sont en outre munies du chauffage autonome et de la conduite blanche électrique à 1.500 v. (9)		X	X	X(2)(3)	X	X		(a) en cours d'équipement.
Smyfi n°90 (ex. salon n°5)	d°	1 salon-2 lits 3 campés-lits 4 couchettes(7)	d°			X	X		X(6)	X		
P.R. 1 (voiture Présidentielle)	d°	1 salon-1 lit 2 campés-lits 1 fauteuil-lit	d°			X	X	X	X(6)	X		

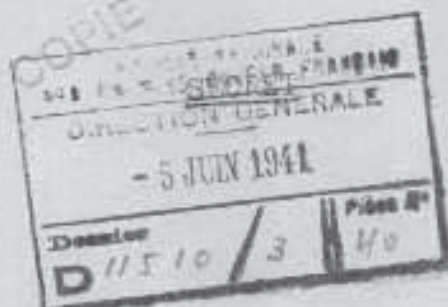
VOITURES DE SERVICE UTILISEES POUR LES TOURNÉES DE SERVICE

POSSIBILITES DE CIRCULATION SUR L'ENSEMBLE DES REGIONS												
Désignation des voitures de service	Régions gérées	Dispositions intérieures	Système de chauffage	Caractéristiques spéciales	Affectation	Le signe X indique que le véhicule peut circuler sur toutes les lignes de la région considérée. Le signe X suivi d'un ou de plusieurs renvois indique que le véhicule peut circuler sur toutes les lignes de la région considérée, sauf la ou les restrictions figurant aux renvois correspondants dans la colonne de droite					Restrictions	Observations
						E	N	O	S.O.	S.E.		
Syffi n° 50 (ex-voiture de service n° 1)	Est	1 salon 2 lits 2 couchettes	vapeur			X	X		X	X		
Syffi n° 60 (ex-voiture de service n° 3)	Nord	5 lits	vapeur	Cette voiture est en outre munie du chauffage autonome et de la conduite blanche électrique à 1500 V.	Contrôle des voies	X	X	X ⁽¹⁾	X ⁽³⁾	X		(1)-Lignes Nord-Ouest, Montebello, Le Havre, Méthuis-Vieille, Tunnels de ces lignes : relevés à 60 Km.
Syffi n° 61 (ex-voiture de service n° 1)	de	3 lits 1 couchette	vapeur	Possède en outre le chauffage autonome		X	X	X ⁽¹⁾⁽²⁾	X	X		NOTA : Toutes les voitures de service sont peintes en vert
Syffi n° 70 (ex-Syffi n° 2603)	Ouest	1 salon 3 lits 2 couchés-lits	vapeur	Ces 3 voitures sont en outre munies du chauffage autonome et de la conduite blanche électrique à 1500 volts	Contrôle des voies	X	X	X	X	X		(2)-Ligne Montebello - Chartreuse : Tunnel de Bréval : relevés à 60 Km.
Syffi n° 71 (ex-Syffi n° 2546)	de	1 salon 5 lits 2 couchettes	vapeur			X	X	X	X	X	X	
Syffi n° 72 (ex-Syffi n° 15733)	de	1 salon 3 lits 2 couchés-lits	vapeur		Contrôle des voies	X	X	X	X	X		Ligne Vervalle-Clément-P ^d : interdiction de circuler sur voie 2.
Syffi n° 80 (ex-Syffi n° 16)	S.O.	10 lits	vapeur	Ces 2 voitures sont en outre munies du chauffage électrique à 1500 volts					X	X		
Syffi n° 81 (ex-Syffi n° 7)	de	1 grand salon 1 petit salon	vapeur	Cette voiture est en outre munie du chauffage autonome et de la conduite blanche électrique à 1500 V. (5)	Contrôle des voies				X ⁽⁴⁾	X		(5)-En cours d'équipement
Syffi n° 91 (ex-Salon SE n° 6)	de	1 lit 5 couchés-lits 2 couchettes	vapeur			X	X		X ⁽⁴⁾	X		
Syffi n° 90 (ex-Salon n° 5)	S.E.	1 salon 2 lits 3 couchés-lits 4 couchettes	vapeur	Cette voiture est en outre munie du chauffage autonome et de la conduite blanche électrique à 1500 V. (5)	Contrôle des voies	X	X		X ⁽⁴⁾	X		
Syffi n° 92 (ex-salon n° 4)	de	2 salons 2 couchés-lits	vapeur			X	X		X ⁽⁴⁾	X		
Syffi n° 93 (ex-Syffi n° 30)	de	1 salle 1 atelier 3 couchés-lits 4 couchettes	vapeur		Contrôle des voies	X	X		X	X		
						X	X		X	X		

8º) Consignes de discretion.

VICHY le 28 Mai 1941

VICHY

D.T. 504.02
1709Monsieur le Directeur du
Service Central du Mouvement
à Paris

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le Directeur du Cabinet de M. le Ministre de l'Intérieur a attiré mon attention sur l'obligation stricte d'observer, par tous les organes du Chemin de Fer, la plus grande discrétion lors des voyages de hautes personnalités françaises. Il nous demande, d'une part, que seulement le personnel strictement indispensable soit mis au courant de ces voyages et que, d'autre part, les messages qui doivent être échangés revêtent une forme ne permettant pas de déceler la qualité du train, ni la personnalité qui se déplace. Il m'a chargé, en outre, de vous transmettre ses desiderata.

Pour donner satisfaction à ce désir du Ministre de l'Intérieur, je me propose de donner à l'avenir aux demandes de trains spéciaux pour une haute personnalité française que je vous transmets, la forme suivante :

1^{re} si le train doit circuler dans une marche dont l'horaire est déjà tracé : " Ministère des Communications demande mise en route d'un train :

H.P.F.1 { s'il s'agit du Chef de l'Etat)
ou H.P.F.2 { s'il s'agit du Vice-Président du Conseil)
ou H.P.F.3 { s'il s'agit d'une autre haute personnalité
française)
de Vichy à Paris, dans la marche VP. 2 le (date) "

2^{de} si la marche est à tracer :

" Ministère des Communications demande mise en route d'un train H.P.F. de Vichy à Paris dans marche à tracer :

Vichy départ (heure)
Paris-Austerlitz, arrivée (heure)
le (date) "

Dans toute la mesure du possible, j'aviserais, en outre, personnellement, du voyage projeté, un fonctionnaire supérieur du Service Central du Mouvement.

...../

Si vous êtes d'accord avec la forme que je vous propose, je l'appliquerai de même avec les Deux Délégations Techniques, le Chef de gare de Vichy, et éventuellement, l'Arrondissement de l'Exploitation de Clermont, seuls organes avec lesquels je suis appelé à me mettre en rapport en zone non occupée.

À moins que vous décidiez de le faire vous-même, je rappellerai à ces organes d'attirer l'attention de tous leurs services sur l'obligation stricte d'user de la plus grande discrétion pour tout ce qui se rapporte au déplacement de hautes personnalités françaises et surtout d'éviter de prononcer le nom de cette personnalité dont nous devons respecter l'anonymat.

Je vous prie de bien vouloir me faire connaître votre décision pour que je puisse la répercuter à M. le Ministre de l'Intérieur qui m'a demandé de le tenir au courant des mesures prises.

L'Ingénieur en Chef
Chef de la D.T. / S.N.C.F.
(s) SCHUIZ

Copie pour M. le Chef du Secrétariat de la Direction Générale à titre d'information. Ces instructions font suite à une demande de M. SCHUTZ, dont ci-joint co

L'Ingénieur en Chef
Chef de la Division Centrale
du Mouvement-Voyageurs,

31 MAI 1941

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
DIRECTION GÉNÉRALE
- 3 JUIN 1941

Dossier D 11510/3
Page N° 41

lère

N° 11790.0/4

M. le Directeur de l'Exploitation
de la Région

Notre attention vient d'être appelée sur l'obligation d'observer la plus grande discrétion pour tout ce qui se rapporte aux voyages de hautes personnalités françaises et de leur conserver un caractère anonyme dès lors qu'il ne s'agit pas de déplacements donnant lieu à réceptions officielles, ce dont nous serions avisés le cas échéant.

En conséquence, pour toutes les communications qui seront échangées dorénavant, d'une part, entre mon Service et vos bureaux, d'autre part, entre le Chef de la Délégation Technique S.N.C.F. à Vichy, et les Délégations techniques Sud-Est à Lyon et Sud-Ouest à Limoges, ainsi qu'éventuellement le Chef de l'Arrondissement d'Exploitation à Clermont et le Chef de gare de Vichy, les conventions suivantes devront être utilisées à l'exclusion de tout autre désignation :

1°) - si le train spécial doit circuler suivant une marche déjà publiée :

Le Ministère des Communications demande la mise en circulation d'un train :

- HPP.1 (s'il s'agit du Chef de l'Etat)
- HPP.2 (s'il s'agit du Vice-Président du Conseil)
- HPP.3 (s'il s'agit d'une autre personnalité française)

de Vichy à Paris suivant la marche VP.2 le (date de départ)

2°) - si l'horaire du train doit être établi spécialement :

Le Ministère des Communications demande la mise en circulation d'un train H.P.F. (comme ci-dessus) de Vichy à Paris le (date de départ); marche à tracer (par exemple):

Vichy, départ à environ
Paris-Austerlitz, arrivée à (heure impérative)

Les ordres que vous aurez à donner à l'avenir pour l'exécution des transports en cause devront revêtir une forme ne permettant de déceler ni la nature particulière du train spécial ni la qualité de la personnalité en déplacement.

D'autre part, toutes dispositions devront être prises pour que le plus petit nombre possible de fonctionnaires et d'agents soient mis au courant de ces voyages.

Je vous serais obligé de bien vouloir donner les instructions utiles et aviser, pour ce qui vous concerne, les organismes avec lesquels la Délégation technique de Vichy est appelée à communiquer en attirant leur attention sur l'obligation d'usage de la plus grande discrétion dans les circonstances envisagées et de conserver aux voyages le plus strict anonymat.

pour
Sud-Est
Sud-Ouest.

pour Est, Nord, Ouest. } Je vous serais obligé de bien vouloir donner les instructions utiles en ce qui vous concerne.

Le Directeur du Service Central
du Mouvement,

Signé: Goursat

9º) Comptes rendus de voyages.

47
K
Secrétariat
de la Direction Générale

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
11 Juillet 1941

D1170/3

COPIE CONFORME
A L'ORIGINAL
ON S'EN SERVE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER F. N. 1943	
DIRECTION GÉNÉRALE	
16 JUIL 1941	
Reçu	1170 / 3
	44

A partir de maintenant, il convient d'adresser au Cabinet de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications un double de tous les comptes rendus faits à M. le Directeur Général à l'occasion des voyages des personnalités officielles françaises.

Il y a lieu de comprendre sous ce terme les voyages H.P.F.1, H.P.F.2., ainsi que les déplacements des Ministres, Sous-Secrétaires d'Etat et d'une manière plus générale de toutes les Hautes Personnalités officielles françaises.

Cette copie doit être placée sous enveloppe à l'adresse de M. BENITE, Chef du Cabinet PARIS de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, et expédiée à son adresse dans les délais les plus rapides.

(s) RENOUD

Répartition : MM. RENOUD - DARNIS-GRAVELLE - VIDAL -
NOCHE - IMBAULT - FALAISE - FAUCON -

M. DOUBRERE

10^e) Avis à donner, au Secrétaire d'Etat aux Communications.

de l'horaire des voyages des prisonnières officielles françaises.

16/7

Monsieur le Directeur Général,

À la suite des instructions que vos bons vœux
déjà donnés nous avons déjà fait le nécessaire :
nous adressons au Général un récapitulatif de tous
les comptes rendus de voyages de personnalités, qui
sont établis dans chaque cas.

V. R. et D
Sincerely

MINISTRE GÉNÉRAL
DES FINANCES ET DES PENSIONS
DIRECTION GÉNÉRALE
23 JUIL 1944
Dossier D/11570/3 Procès 46

22 Juillet

41

D 11570/3

COPIE CONFORME
A L'ORIGINAL

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre
dépêche du 11 courant, relative aux avis à vous donner, sous
le timbre "Cabinet" de l'horaire des voyages des personnalités
officielles françaises dès que ces horaires sont établis.

Les instructions utiles ont été données en conséquence.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance
de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé: FOURNIER

Monsieur le Secrétaire d'Etat
aux Communications
Cabinet du Secrétaire d'Etat à PARIS

20
11
11570/3
COPIE CONFORME
A L'ORIGINAL

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
- 9 JUIL 1941	
Dossier	Pièce No
D 11510/3	45

Monsieur RENGUARD,

Le Ministre m'a demandé, par l'intermédiaire de M. CLAUDON, qu'on lui rende compte, sous le timbre "Cabinet", des déplacements des personnalités officielles françaises.

Voudriez-vous m'entretenir pour la suite à donner.

Le Directeur Général,

Signé : LE DESNÈRAIS

15/7/41

C O P I E D 11510 / 3

faite le 24/7/41

Secrétariat d'Etat
aux CommunicationsDirection Générale
des Transports

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
25 JUIL 1941	
Dossier D 11510 / 3	Pièce n° 115

PARIS, le 11 Juillet 1941

"De quels voyages
s'agit-il ?
De trains spéciaux ou
de déplacements indi-
viduels ?

Je pense que l'on ne
vise que les horaires
spéciaux".

(s)FOURNIER"

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir
donner des instructions à vos services pour que je sois
avisé, sous le timbre "Cabinet" de l'horaire des voyages
des personnalités officielles françaises dès que ces
horaires sont établis.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente
dépêche.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications

signé : BERTHELOT.

Ministère
des Travaux Publics

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Générale
des Chemins de fer

C O P I E

PARIS, le 4 Juillet 1932

Secrétariat

Le Conseiller d'Etat, Directeur
Général des Chemins de fer,

À Monsieur le Directeur Général de la Compagnie
P.L.M.

Comme suite à ma lettre du 14 Juin, par laquelle je vous ai demandé de vouloir bien me faire connaître les heures d'arrivée ou de départ à PARIS du Président du Conseil, des Ministres et des Personnalités importantes se déplaçant officiellement, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il suffit que vous me donniez ces renseignements par téléphone, sans confirmation écrite, pourvu qu'ils soient bien adressés à mon Secrétariat lui-même.

Le Conseiller d'Etat,
Directeur Général des Chemins de fer,
GRIMPRET.

MINISTÈRE des TRAVAUX
PUBLICS

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Générale des
Chemins de fer

Secrétariat

M. TUJA

voudra-t-il bien faire le
nécessaire par lettres au
Directeur Général des Che-
mins de fer signées en
mon nom, dont copie devra
m'être adressée.

16 Juin 1932

lettre ou message
téléphoné suivant l'urgence

(M. PRUDENT)

Ainsi que l'indique M. PRUDENT,
nous enverrons soit une lettre,
soit un message téléphonique,
suivant le délai dont nous
disposerons.

Pour "les personnalités im-
portantes se déplaçant offi-
ciellement", nous consulte-
rons M. PRUDENT, le cas échéant.

11510 3 26-1
Le Conseiller d'Etat,
Directeur Général des Chemins de fer

à Monsieur MARGOT,
Directeur Général de la Compagnie des
Chemins de fer de PARIS à LYON et à la
Méditerranée.

Monsieur le Ministre des Travaux
Publics désire être avisé des heures d'ar-
rivée ou de départ, à PARIS, lorsque le
Président du Conseil des Ministres et des
personnalités importantes se déplacent
officiellement.

Je vous serais reconnaissant de m'en-
voyer le plus tôt que vous pourrez, les
renseignements dont il s'agit, sous le
timbre de la Direction Générale des Che-
mins de fer Secrétariat.

Le Conseiller d'Etat,
Directeur Général des Chemins de fer,

GRIMPRET

19/11/40

S.N.C.F.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHARRIERS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
20 NOV. 1940	
Direction	
D	

Le 18 Novembre 1940.

Secrétariat Général

Liaison de VICHY

M. VAGOGNE pour VI

Signé: LE BESNERAIS

COMPTE RENDU N° 81

I - Remis à la Direction Générale des Transports :

Situation S.N.C.F. du 16 Novembre, 0 heure;
Situation S.N.C.F. du 17 Novembre, 0 heure.

II - Remis par la Direction Générale des Transports :

Le texte ci-joint de l'arrêté soumis actuellement à l'approbation des Autorités allemandes au sujet du régime des priorités de transport; ce texte doit paraître sous peu à l'Officiel.

III - Voyage à LYON du Chef de l'Etat :

Le train spécial du Chef de l'Etat est parti à 1'heure dans les conditions prévues et sans incident.

IV - Déplacement des Ministres de la Défense Nationale :

Suite à la question III) de mon compte rendu du 14 novembre, M. BERTHELOT m'a entretenu du désir manifesté par le Général HUNTZIGER d'obtenir une voiture spéciale pour ses déplacements.

Dans l'esprit du Ministre, ce matériel devra être mis à la disposition aux conditions prévues pour les voyages officiels, c'est-à-dire remboursement du prix par forfait de 20 billets de 1ère classe applicable à chaque déplacement.

En ce qui concerne l'Amiral DARLAN, l'Amirauté a été avisée des conditions de mise à disposition de la voiture spéciale demandée pour les voyages d'inspection du Ministre. Elle a confirmé son accord en indiquant que le prochain voyage aurait lieu très prochainement, mais la date n'a pu m'être précisée.

M. TUJA a été tenu au courant.

: SERVICE CENTRAL DU MOUVEMENT pour I à V
Monsieur VAGOGNE pour VI
C pour examen urgent pour II - (s) LE BESNERAIS

V - Demande de relations spéciales du dimanche VICHY/ LE MONT-DORE :

M. le Ministre des Communications m'a prié de vous faire part de son désir de voir examiner sous un angle favorable la requête qui fait l'objet de la note adressée ce jour au Service Central du Mouvement (Horaires), relative à une amélioration, pendant la saison des sports d'hiver des relations entre VICHY et le MONT-DORE.

VI - Réserve de places wagons-lits destinées à M. DAYRAS :

M. DAYRAS, Administrateur, ayant éprouvé quelques difficultés à trouver de la place dans le wagon-lits qu'il emprunte chaque mardi soir à l'occasion de la réunion du Conseil d'Administration, je suis intervenu auprès de l'Agence de VICHY pour que la réserve lui soit faite automatiquement chaque semaine.

Il y aurait lieu d'intervenir dans le même sens auprès de la Direction Générale des Wagons-Lits à PARIS pour que les instructions nécessaires soient confirmées à son Agence de VICHY.

signé : CARPENTIER

11^e) Comptes rendus faits à M. le Directeur G^{al} à l'occasion
des voyages de personnalités officielles françaises -

1¹
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

D 11510/3

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
16 JUIL 1944	
DOSSIER D 11510 / 3	PIÈCE N° 43

Monsieur RENOARD,

Le Ministre m'a demandé, par l'intermédiaire de M. CLAUDON, qu'on lui rende compte, sous le timbre "Cabinet", des déplacements des personnalités officielles françaises.

Voudriez-vous m'entretenir pour la suite à donner.

Le Directeur Général,



Secrétariat
de la Direction Générale

Monsieur ~~RENOUARD~~

14 JUIL 1941

11 Juillet 1941

D 11510/3

C O N S I G N E

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
16 JUIL 1941	
Donneur D 11510 / 3	Pièce N° 44

A partir de maintenant, il convient d'adresser au Cabinet de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications un double de tous les comptes rendus faits à M. le Directeur Général à l'occasion des voyages des personnalités officielles françaises.

Il y a lieu de comprendre sous ce terme les voyages H.P.F.1, H.P.F.2, ainsi que les déplacements des Ministres, Sous-Secrétaires d'Etat et d'une manière plus générale de toutes les Hautes Personnalités officielles françaises.

Cette copie doit être placée sous enveloppe à l'adresse de M. BENITE, Chef du Cabinet PARIS de M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, et expédiée à son adresse dans les délais les plus rapides.

Renouard

Répartition : MM. RENOUARD - DARNIS-GRAVELLE - VIDAL - NOCHE - IMBAULT -
FALAISE - FAUCON

M. DOUBRERE.

12°) W-L-Hôtels stationnés à Lyon-Perrache -

8 FEVR 1945

6 Février 45
7 FEV 1945

1ère

N 11.42.8/7

Monsieur le Chef du Service de l'Exploitation
de la Région du SUD-EST

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits nous informe que,
par un arrêté en date du 4 Janvier 1945, M. le Préfet du Rhône
l'a autorisée à pratiquer les prix suivants dans les W.L.-hôtels
stationnés en gare de Lyon-Verrache :

- compartiment occupé par un voyageur seul : 65 frs (sans
changement)
- compartiment occupé par deux voyageurs : 40 frs par place
(au lieu de 36 frs).

Ces prix ont été appliqués à partir du 18 Janvier 1945.

En conséquence, la redevance forfaitaire mensuelle à verser
à la S.N.C.F. sera portée, à partir de la même date, de 625 frs
à 670 frs par W.L.-hôtel utilisé en permanence dans la gare
considérée.

Je vous prie d'en vouloir bien aviser de ces dispositions
nouvelles vos Services intéressés.

Le Directeur
du Service Central du Mouvement,

P.O. Le Chef de la Division
Centrale du Mouvement Voyageurs

Signé : LORRIOT